

Institutions : Economie du budget et de la fiscalité

Chapitre 3 : Le rôle des dépenses publiques dans l'économie

Comment l'Etat peut agir sur l'économie avec ses dépenses ? On peut le faire de deux façons :

- Produire lui-même des biens et des services publics. On les dit collectifs (justice, police) ou individualisables.
- Redistribution du revenu par des transferts dont les plus importants sont les prestations sociales.

De manière abstraite, on peut distinguer, de ce que font les APU, ce qui relève de ce qu'elles produisent elle-même et de ceux qu'elle redistribue.

Pourquoi, de manière concrète, la distinction n'est pas évidente ? Car les opérations de production de biens et services publics ont un effet redistributif, elle enduit la plupart du temps une redistribution du revenu.

1. Décrire : décomposer la structure des dépenses publiques.

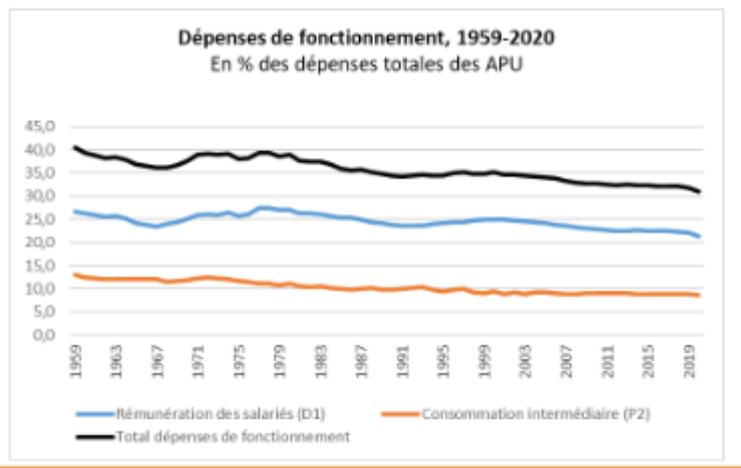
Plusieurs manières de les décomposer.

- A. Décomposition comptable
 - Les 4 postes de dépenses

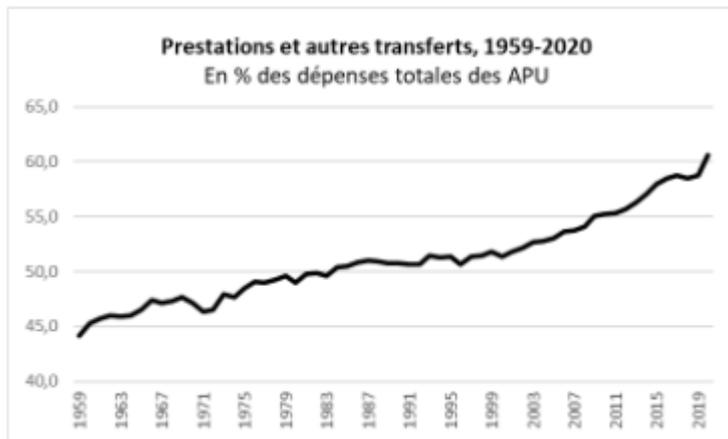
En comptabilité, il y a 4 grands postes comptables :

- Dépenses de fonctionnement, dépenses de rémunération et de consommations intermédiaires. Quand les APU rémunèrent des salariés, c'est qu'elles produisent elles-même un service public. Production propre des APU. Les consommations intermédiaires peuvent aussi être des achats de biens/services que les APU ont externalisés (exemple : nettoyage à Tolbiac).
- Prestations et autres transferts, il s'agit des prestations sociales en espèces que vont percevoir les ménages mais on trouve aussi des prestations sociales en nature ⇒ on me rembourse un médicament, une visite chez le médecin, une partie de mon loyer, transfert monétaire qui renvoie à un bien ou un service rendu. On trouve aussi des subventions aux entreprises.
- FBCF des APU, investissement public.
- Intérêts versés, les APU ont pu s'endetter et doivent réaliser, chaque année, une dépense qui renvoie aux intérêts versés sur la dette publique.

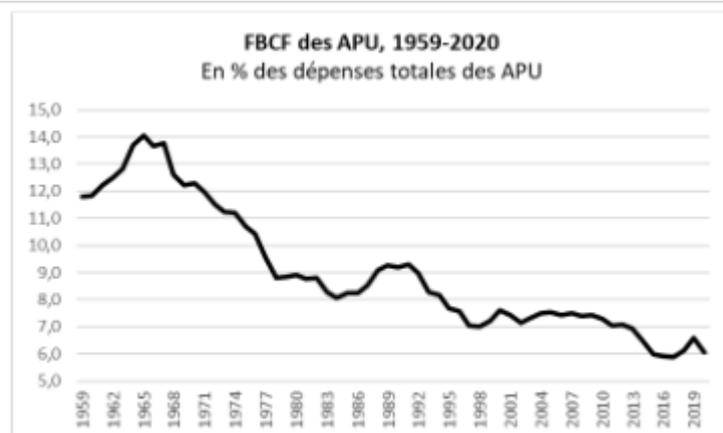
On va regarder l'évolution de chacune de ses dépenses en les rapportant à l'ensemble des dépenses publiques.



Les dépenses de fonctionnement (courbe noire) en % des dépenses totales. Elles ont diminué sur la période. Les rémunérations étaient à 25/27% et sont maintenant à 21%. Les consommations intermédiaires restent stables depuis les années 1990 (10%).



Prestations et autres transferts. Aujourd'hui, c'est plus de 60% des dépenses publiques. Les ménages versent des prélèvements obligatoires mais il y a 60% des dépenses qui reviennent dans les revenus des ménages ou des entreprises. La plupart sont réalisées par les Administrations de Sécurité Sociale (ASSO) qui prennent en charge les risques de la protection sociale mais c'est l'Etat qui prend en charge les minima sociaux et les collectivités locales qui prennent en charge quelques dépenses d'assistance.



Graphique diapo : investissement public. Situation grave, il ne fait que décroître depuis la fin des années 1960 en passant de 40% des dépenses publiques à 6% des dépenses totales.



Graphique diapo : intérêts versés de la dette publique. Courbe en cloche, montée de la part des intérêts versés dans le total des dépenses publiques jusqu'au milieu/fin des années 1990 et une baisse depuis la fin des années 90 de la part des intérêts versés sur la dette publique.

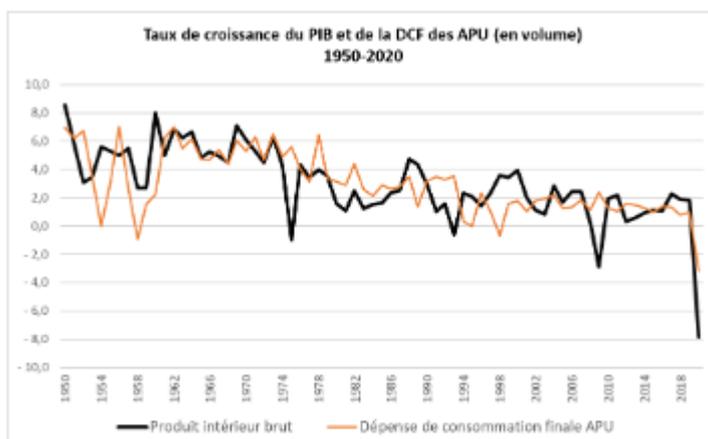
- Dépenses publiques et croissance

Dans quelle mesure l'évolution des dépenses publiques suit-elle l'évolution de la croissance ? On raisonne à euros constants.

G peut être décomposé en investissement des APU et consommation des APU.

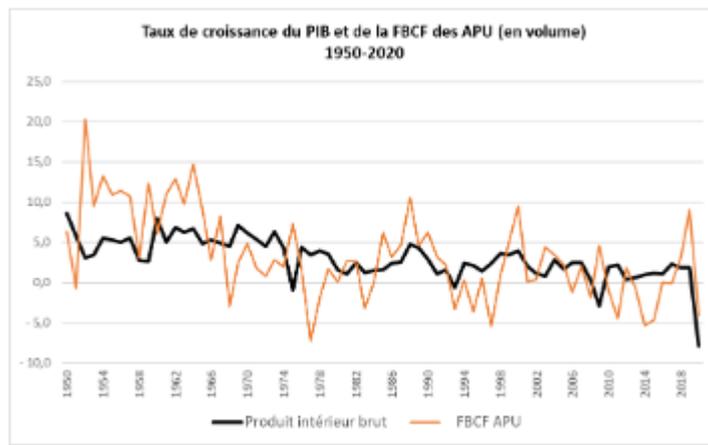
Quand les APU produisent le service d'éducation nationale, elles le produisent, c'est une production non marchande (éducation, police, défense, hôpital), toute production doit trouver une utilisation (logique de circuit). Personne n'achète l'éducation, en comptabilité nationale, on fait comme si c'était une consommation de la société entière, on n'a pas le compte de la société entière donc c'est une dépense de consommation collective des APU.

Dépenses de consommation des APU :



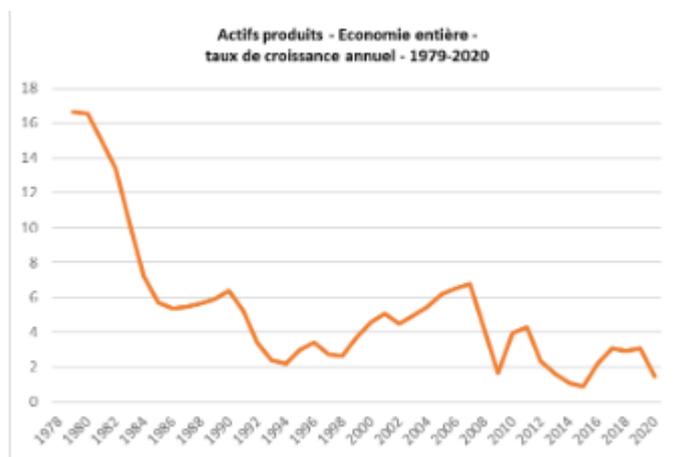
taux de croissance du PIB, moyenne 5% dans les années 1950/1960, dans les années 1970/1980 : 3%, années 1990/2000 : 2%, années 2010 : 1%.

Quand le taux de croissance de dépenses publiques est supérieur au taux de croissance du PIB, le ratio dépenses publiques/PIB augmente. Le taux de croissance des dépenses publiques chute pendant la crise sanitaire, mise à l'arrêt.

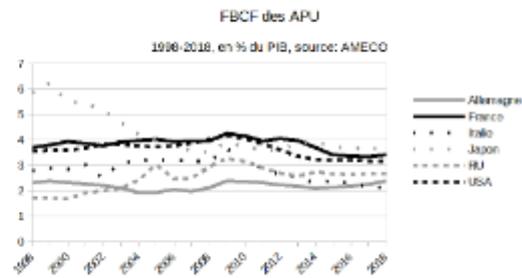
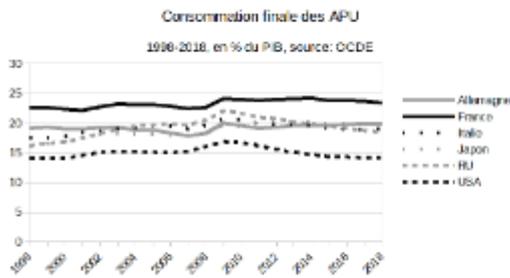


Graphique cf diapo : Concernant les dépenses d'investissement, on va retrouver le même taux de croissance du PIB.. Phase de croissance de l'investissement public (construction d'écoles, universités...) dans les années 1950/1960, phase de développement du capital public, des infrastructures. Années où l'investissement public diminue (taux négatif), inquiétant car lorsqu'il baisse, les infrastructures se dégradent.

Constat d'ensemble : ralentissement de l'accumulation (c'est-à-dire l'augmentation du stock de capital) qui a aussi des impacts sur l'économie entière car l'investissement public sert l'économie entière, notamment les entreprises privées.



porte sur l'économie entière, représente les actifs produits, on est sur le patrimoine. Compte de stock et non de flux. Dans le patrimoine, actifs non financiers et actifs financiers. On s'intéresse aux ANF, il y a des actifs produits (machines, bâtiments) et des actifs non produits (terrain, sol, ressources naturelles...). On constate un ralentissement très fort dans les années 1980/1990 de l'accumulation générale dans l'économie. Tendence très faible d'accumulation. Aspect de patrimoine, stock de capital, lorsqu'il ralentit, c'est inquiétant du point de vue des infrastructures.



éléments de comparaison internationale

Comment se situe la France par rapport aux autres pays ?

Premier graphique : la France se situe au-dessus de ses partenaires, des autres pays de l'OCDE mais avec des écarts qui ne sont pas gigantesques. Les USA sont le pays qui se situe le plus bas, un peu moins de 10 points d'écart entre les USA et la France.

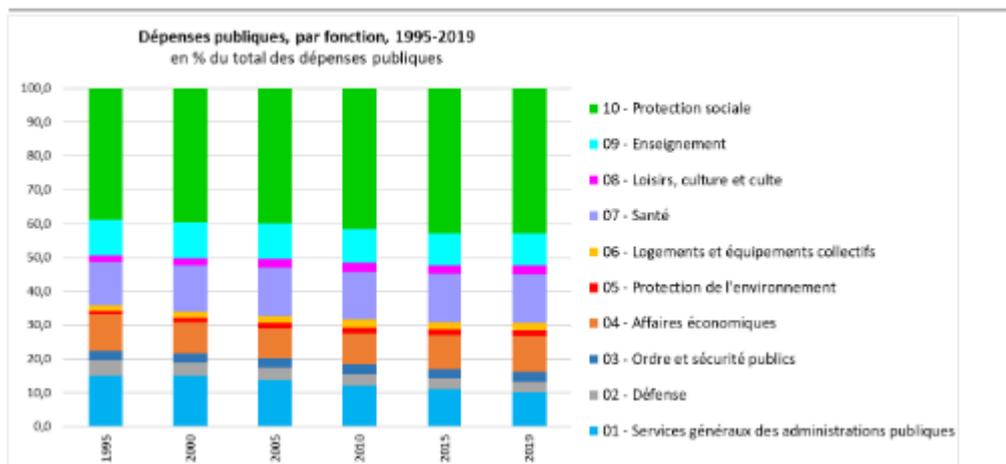
Du point de vue de la FBCF, les écarts sont beaucoup plus réduits. La France n'a pas une évolution différente de celle des autres pays. Stabilité du ratio.

Les dépenses de consommation et d'investissement des APU sont stables, leur taux de croissance a suivi celui du PIB. Période sur laquelle les ratio de dette vont augmenter.

B. Décomposition par usage final

On décompose les dépenses selon leur nature ou leur usage. A quoi servent-elles ?

On ventile les différentes dépenses selon une nomenclature internationale : classification des fonctions des APU (OCDE). On y trouve 10 catégories, cf diapo.



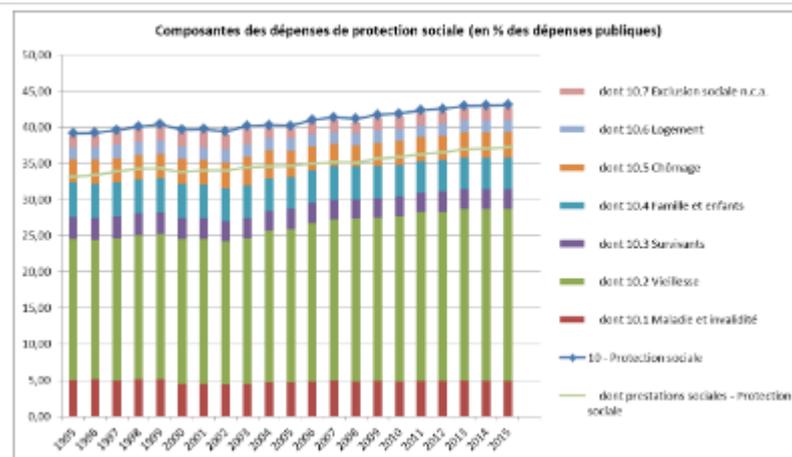
Rubrique 1 : Services généraux ... On y trouve les intérêts versés sur la dette publique.

Rubriques 10/7 : on distingue ce qui relève des protections sociales de ce qui relève de la santé, or, en France, les dépenses de santé font partie des dépenses de la SS. Pour les différencier, dans les dépenses de santé, on retrouve les dépenses qui relèvent de la prise en charge des soins de santé (remboursement de médicaments, visites chez le médecin) mais aussi les services hospitaliers. Alors

que dans la protection sociale, on va y trouver les prestations sociales en espèces qui sont destinées à compenser des pertes de revenu (exemples : retraite, allocation chômage, indemnités maladies).

Pour la France, il faut ajouter la santé à la rubrique protection sociale.

Graphique : la protection sociale et la santé (vert et violet) regroupent 60% des dépenses publiques. Cette propension à augmenter sur la période entre 5 et 10 points. Les services généraux (bleu) passent de 15% au milieu des années 1990 à 10% aujourd'hui, la part des services généraux dont fait partie le remboursement de la dette publique a baissé alors que le ratio de la dette publique augmente. + "petites dépenses" (rouge, jaune)



cohérence d'ensemble avec toutes les manières de structurer les dépenses publiques.

Courbe verte : dans les dépenses de protection sociale, qqc qui relève des prestations sociales, ici, c'est 37%. L'essentiel des dépenses de protection sociale sont des dépenses de prestations sociales. Les 6 points qui manquent: salaires, consommations intermédiaires, investissement et les intérêts de la dette. Sur 40% de dépenses de protection sociale (versements en espèces) 25%, ce sont les retraites.

Conclusion :

On observe donc une tendance générale depuis les années 1960 au ralentissement de la croissance des dépenses publiques. Valable aussi après la crise de 2008. Après cette crise, il y a eu plusieurs revendications où on aurait pu s'attendre à de la relance ⇒ les dépenses des APU sont censées augmenter. Or, il n'y a pas eu d'accélération ⇒ absence de politique de relance en période de crise.

2. Le rôle des APU dans la formation du revenu des ménages et des entreprises

Les APU interviennent de plusieurs façons dans la formation du revenu des ménages. Pourquoi ? Car on dit qu'elles socialisent le revenu. Comment ? Premièrement, elles versent des prestations sociales en espèces; deuxièmement, elles fournissent des biens et services aux ménages. On va laisser de côté les dépenses de consommation collectives des APU.

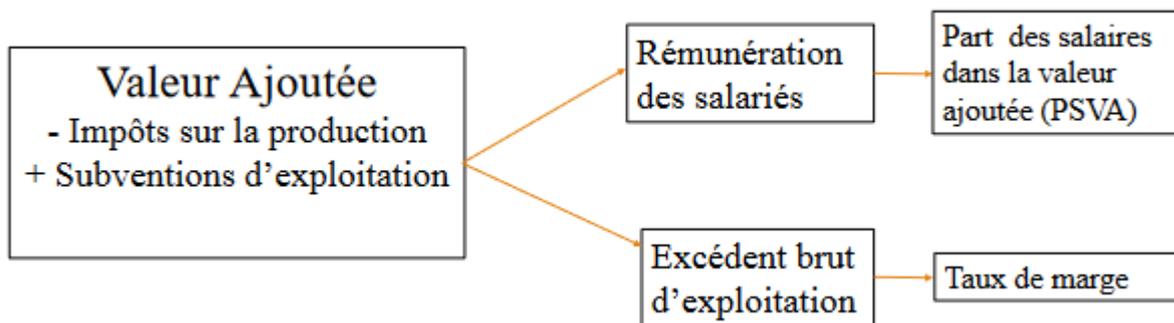
On tient compte de deux catégories de dépenses :

- Versements en espèces des prestations sociales, elles interviennent dans le compte de distribution secondaire du revenu des ménages (rappel : production, exploitation, affectation revenu primaire, distribution secondaire, utilisation, capital).

- Les APU financent des biens et des services pour les ménages. Dépenses qui relèvent de la protection sociale (médicaments, hôpital, c'est la santé de manière générale), ou du service public hors protection sociale (éducation, culture). Tous ces biens et services que les APU financent pour les ménages sont consommés effectivement par les ménages.

Problème : trouver le moyen, dans les comptes, de faire en sorte que l'on voit que ce sont les APU qui paient et que ce sont les ménages qui consomment effectivement sans payer.

A. La répartition primaire



Ca renvoie à la question du partage de la valeur ajoutée, elle se partage entre rémunération des salariés et profit (l'indicateur de profit de la comptabilité nationale c'est l'EBE).

Ce partage de la valeur ajoutée est important car l'évolution du partage de la valeur ajoutée est un indicateur du rapport de force entre travail (salariés) et capital (propriétaires de moyens de production).

Cette répartition est appelée répartition primaire des revenus, c'est-à-dire la répartition qui intervient avant l'action correctrice des APU.

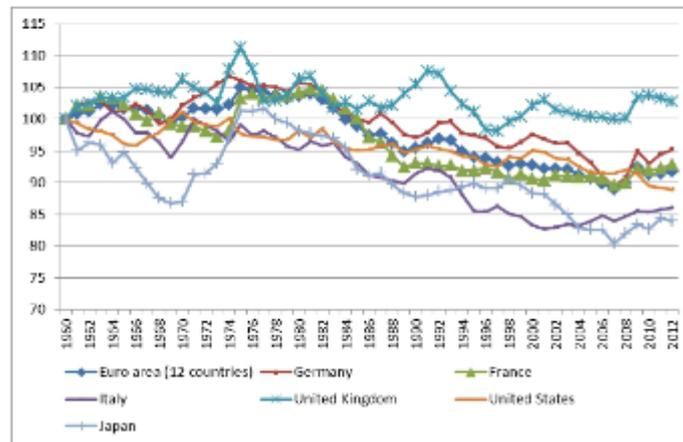
La répartition secondaire est faite après l'intervention des APU, on la trouve dans le compte de distribution secondaire du revenu.

Taux de marge = EBE/Valeur ajoutée

Quand la part des salaires dans la valeur ajoutée augmente, le taux de marge diminue et inversement.

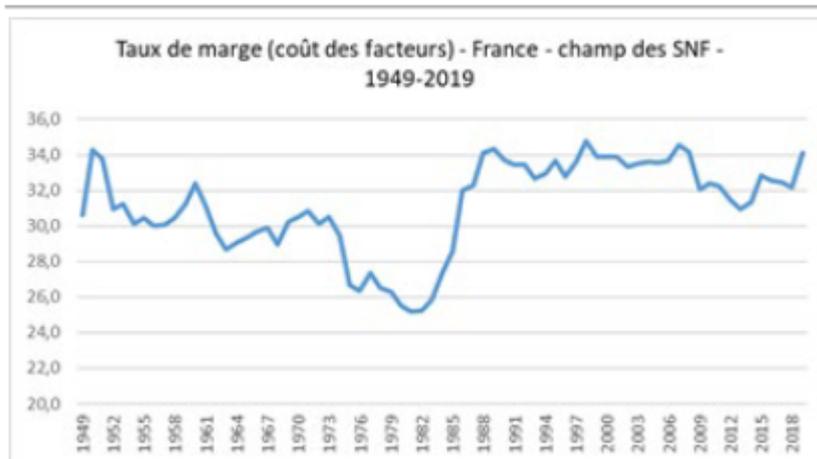
La part des salaires dans la valeur ajoutée \Rightarrow salaire moyen/productivité du travail. Quand elle augmente, le salaire moyen augmente plus vite que la productivité.

Part des salaires dans le PIB : comparaison internationale



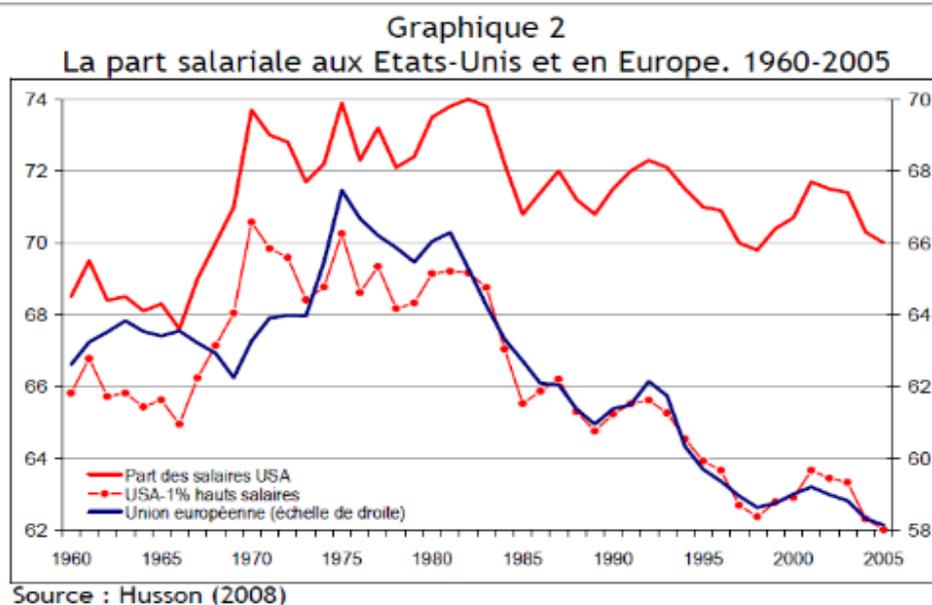
Constat : il existe des écarts entre les pays certes, mais, à l'exception du Royaume-Uni, on observe un recul de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis 1980, tendance à la baisse dans tous les pays (sauf Royaume-Uni). On peut voir un aspect rapport de force mais on doit quand même regarder quand le PIB décroît : les salaires ont baissé moins que la productivité (et non augmenté).

Taux de marge en France



Du point de vue des entreprises et de leur profit : début des années 50 à fin des années 1960, grande variation, années 1970 \Rightarrow le taux de marge diminue de 6 à 9 points (donc hausse des salaires dans la valeur ajoutée). Très forte hausse du taux de marge entre 1980 et 1985 (donc baisse des salaires dans la valeur ajoutée). Dégradation des rapports de force au début des années 1980. Depuis les années 1980, stabilité à un niveau élevé.

PSVA aux Etats-Unis : avec et sans les plus hauts salaires



Aux USA, dans les années 70/80 ça a un peu baissé mais pas du tout de la même ampleur que ce qu'il se passe dans l'Europe. Chute des salaires dans la valeur ajoutée pas aux USA. Au numérateur de l'indicateur : il enlève les très hauts revenus (1%). Il obtient la courbe en pointillés : premièrement, si on enlève les 1% les plus riches, on retrouve la tendance à la baisse que l'Europe a connue, la différence, c'est 8 points de PIB qui sont captés par le 1% le plus riche.

B. Le taux de socialisation du revenu des ménages (TSRM)

Revenu disponible brut \Rightarrow "disponible", les ménages ont déjà payé les impôts, ils ont déjà perçu des prestations sociales. Ils vont pouvoir consommer ou épargner ce revenu. "brut" on n'a pas retiré la consommation de capital fixe.

$$\begin{aligned} \text{Revenu disponible brut} = & \text{Rémunération des salariés} \\ & + \text{EBE et Revenu mixte} \\ & + \text{Revenus nets de la propriété} \\ & - \text{CS employeurs} - \text{CS salariés} \\ & - \text{impôts sur le revenu} \\ & + \text{prestations sociales} \end{aligned}$$

En couleurs : les APU interviennent.

$$TSRM = \frac{\text{Prestations sociales autres que TSN reçues par les ménages}}{\text{RDB des ménages}}$$

- Prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature (TSN).

Ce sont des versements en espèce qui couvrent un risque de la protection sociale (Sécurité sociale + logique assistance avec les minimas sociaux).

Elles ne sont pas affectées à une dépense particulière, les ménages vont pouvoir les consommer en achetant ce qu'ils veulent ou les épargner. Elles représentent 560 milliards d'euros en 2021.

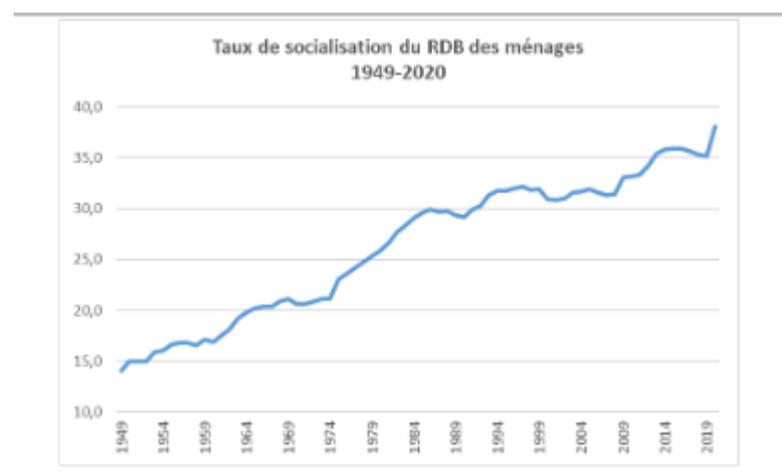
La comptabilité nationale la décompose en trois postes :

- Prestations de sécurité sociale en espèces (retraites, allocations familiales, allocations chômage...) 70% des versements en espèces.
- Autres prestations d'assurance sociale, on y trouve des prestations de régime privé et des prestations sociales directes d'employeur. Catégorie hybride car elle comprend aussi des prestations en nature (cf. part mutuelle des remboursements de soin)
- Prestations d'assistance sociale en espèces (minimas sociaux).

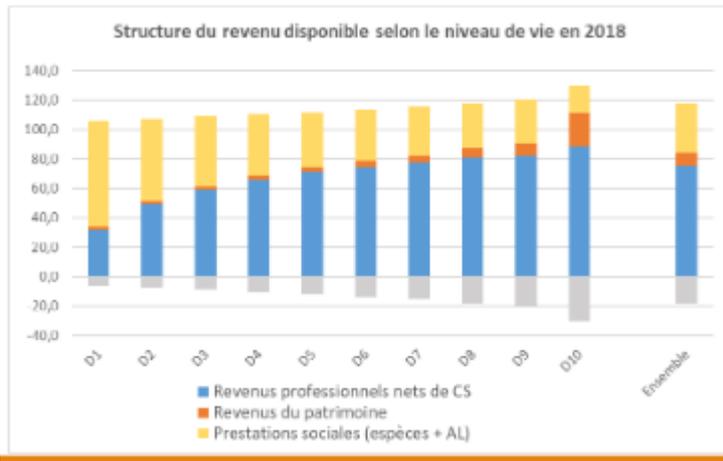
Répartition des prestations sociales versées aux ménages selon le secteur institutionnel qui les verse en 2021.

	APU	SNF	SF	ISBLSM	RDM	Total
PS autres que TSN (D62)	90,9	2,5	6,8	0,1	-0,3	100
Prestations de sécurité sociale en espèce (D621)	100,4	0,0	0,0	0,0	-0,4	100
Autres prestations d'assurance sociale (D622)	49,9	13,4	36,7	0,0	0,0	100
Prestations d'assistance sociale en espèce (D623)	99,3	0,0	0,0	0,7	0,0	100

90% des prestations sociales en espèces versées aux ménages sont le fait des APU mais les SNF, SF ... en versent aussi.

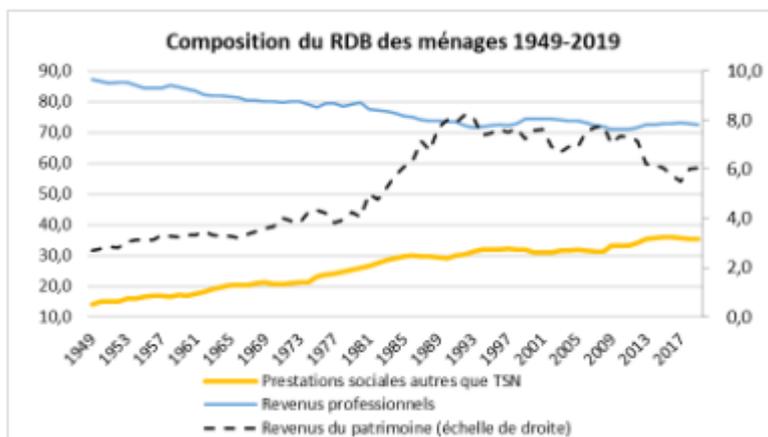


Le TSRM est passé de 15% en 1950 à 37% en 2020. Il a plus que doublé sur l'ensemble de la période. Années 1960 : hausse plus modérée que la période qui vient après. Très forte hausse du taux de 1970 jusqu'au milieu des années 1980, le taux prend presque 10 points. Ensuite, le taux est stable jusqu'à la crise puis ré-augmente jusqu'à 2013. Le taux enregistre une évolution contracyclique, c'est-à-dire qu'il augmente en période de crise et ralentit en période de reprise.

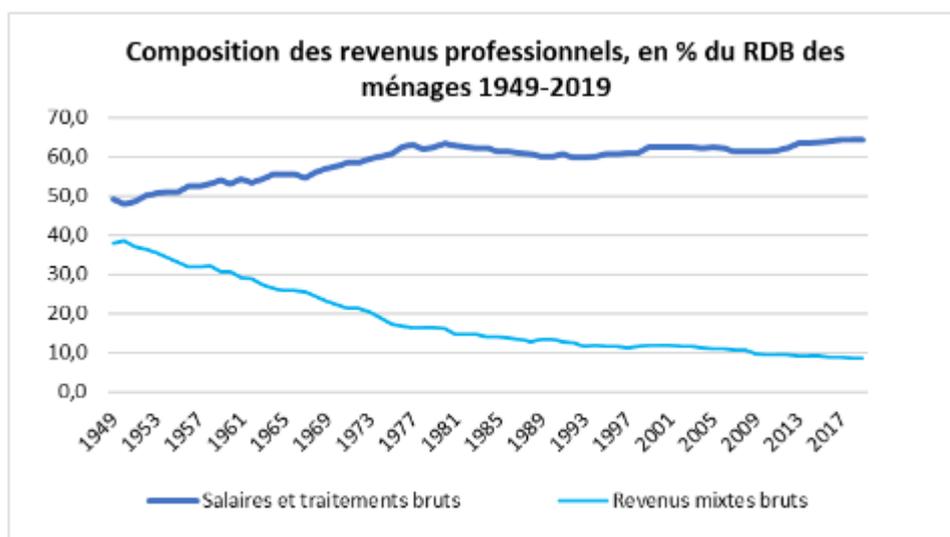


Les ménages sont classés par décile de niveau de vie (= RDB/unités de consommation).

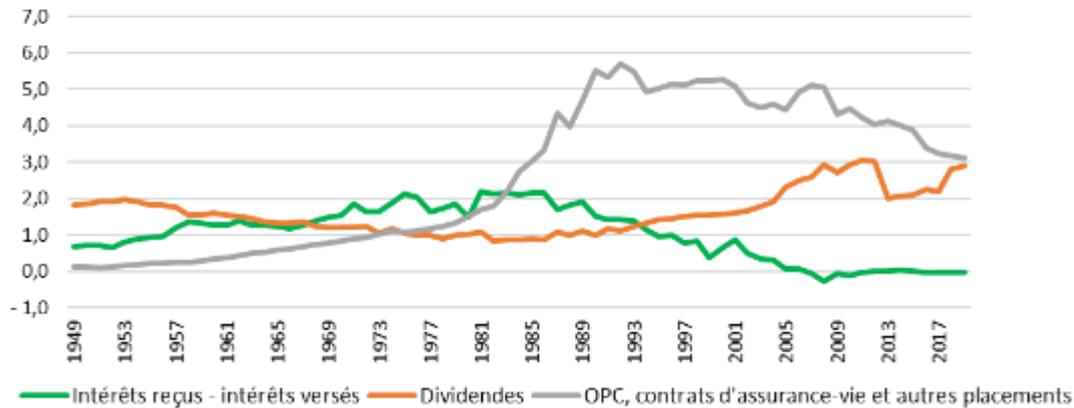
Pour les 10% les plus pauvres, les prestations sociales représentent plus de 60% de leur revenu disponible. Les prestations sociales sont davantage versées au premier décile qu'au dernier décile (mais quand même plus de 10% ⇒ retraites).



Baisse de la part des revenus professionnels dans le RDB, montée des prestations sociales.



Composition des revenus financiers, en % du RDB des ménages 1949-2019



Courbe en cloche des intérêts (courbe verte) car les taux d'intérêts montent puis redescendent, changement des modes de gouvernances et de financement, montée des placements en actions plutôt qu'en obligations.

C. Le taux de socialisation du revenu ajusté des ménages

RDB des Ménages	EB des Ménages	EB des Ménages	RDAB des Ménages
	DC des Ménages	Consommation effective Ménages	
RDB des ISBLSM	DC individuelle des ISBLSM		
RDB des APU	DC individuelle des APU	Consommation effective APU	RDAB des APU
	DC Collective des APU		
	EB des APU	EB des APU	

dépenses de consommation individuelle des APU \Rightarrow = transferts sociaux en nature à partir du moment où on considère que la dépense de consommation réalisée par les APU pour les ménages est transférée envers les ménages, comme un transfert social.

deux cases à gauche \Rightarrow transferts.

- Définition INSEE des transferts sociaux en nature

Les transferts sociaux en nature correspondent aux biens et services individuels fournis aux ménages, que ces biens et services aient été achetés sur le marché par les APU ou les ISBLSM (production marchande), ou qu'ils aient été produits par elles (production non marchande).

Ils sont financés par l'impôt, les cotisations de sécurité sociale, ou d'autres recettes des APU, ou, dans le cas des ISBLSM, par des dons ou des revenus de la propriété.

Les services individuels sont typiques des domaines de l'éducation et de la santé, mais ils concernent aussi le logement, la culture et les loisirs.

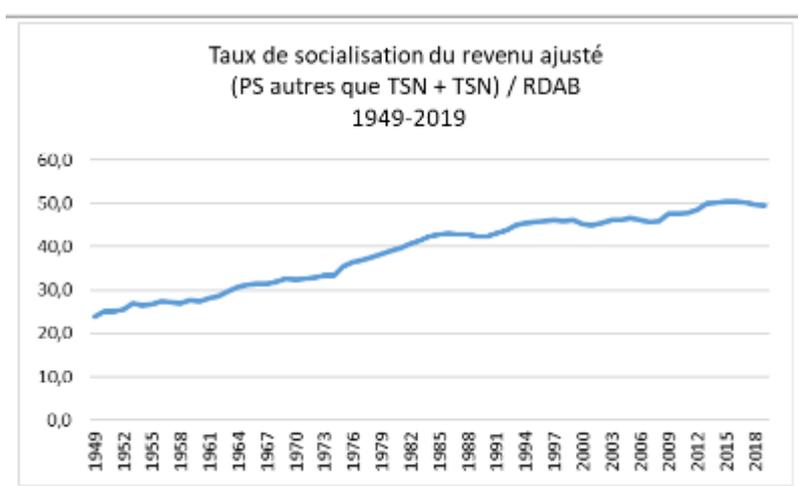
- Les transferts sociaux en nature dans les comptes nationaux

Transferts sociaux en nature - production non marchande des APU et des ISBLSM

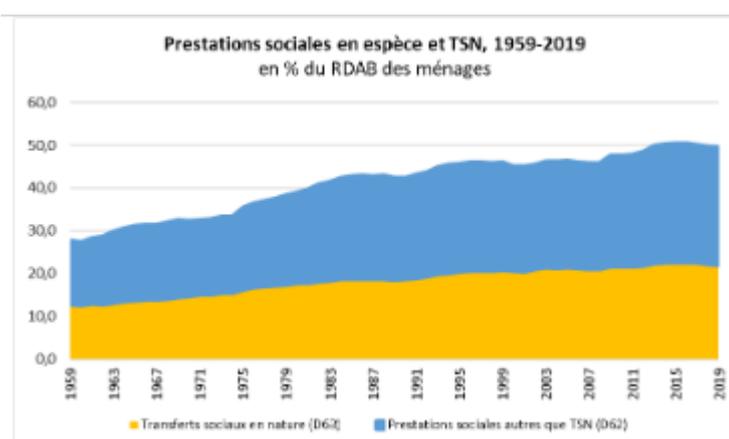
prestations en nature non marchands de sécurité sociale (hôpital), de l'assistance sociale (APU locales, ramassage scolaire...), ne relève ni de l'assurance ni de l'assistance (éducation, loisirs, culture).

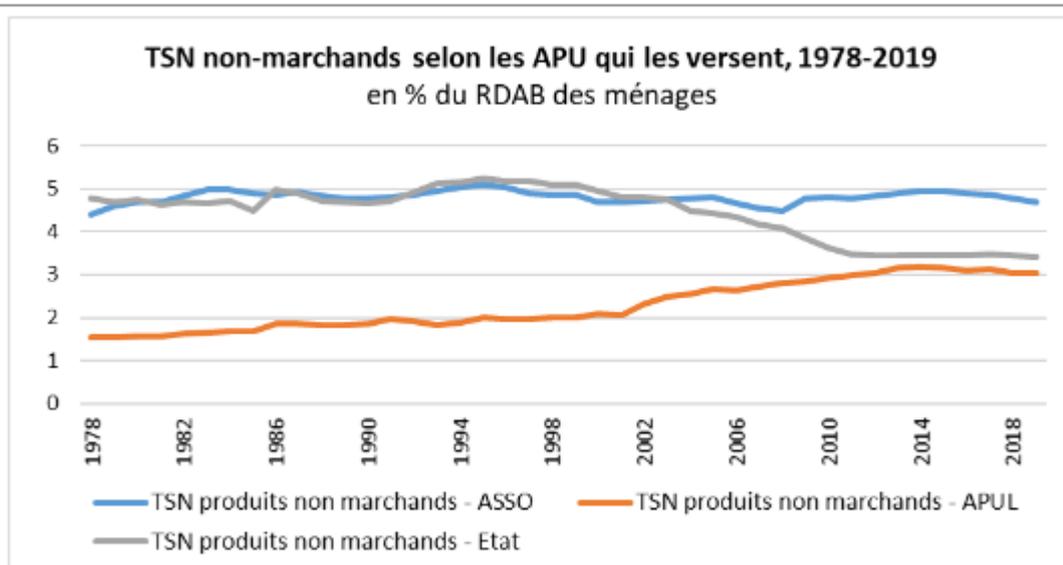
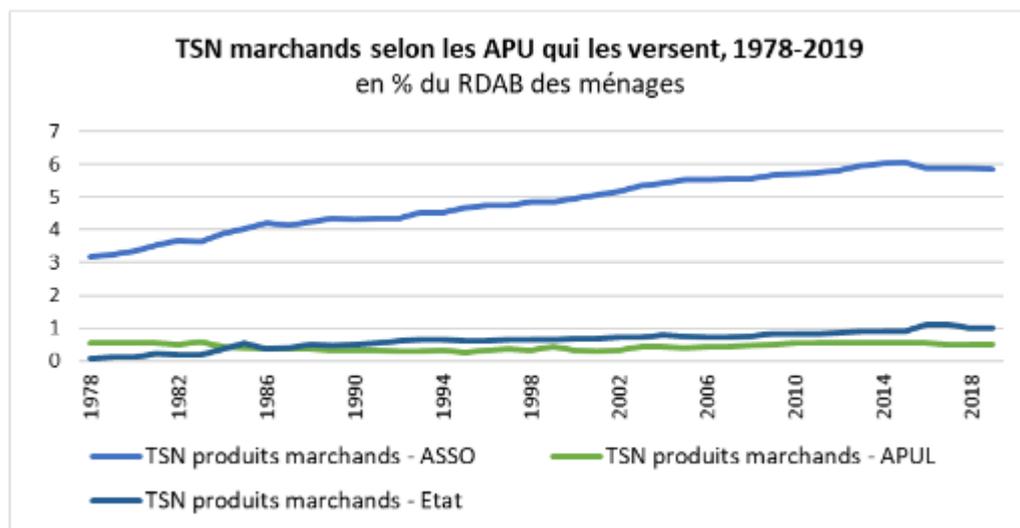
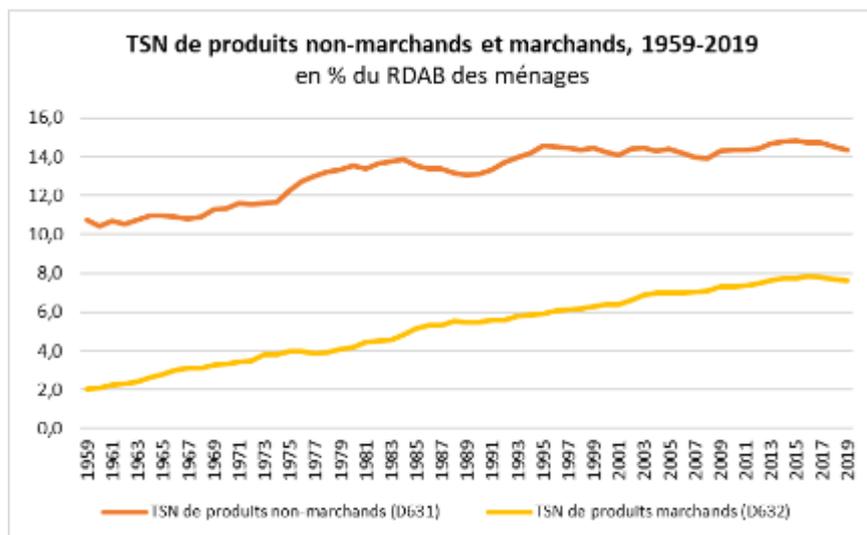
Transferts sociaux en nature - production marchande achetée par les APU et les ISBLSM

Prestations marchandes, les APU ne produisent pas, elles font appels à du privé, les remboursements de sécurité sociale (lunettes, médicaments...), des autres prestations de SS mais sans remboursement (les APU prennent tout en charge) exemples : transports de malade, aides médicales/ménagères à domicile. Prestations d'assistance sociale qui ne relèvent pas de l'assurance sociale (allocations logement), aides sociales pour les crèches.



Plus élevé que le TSRB. Il a doublé sur la période.





D. Les champs de la redistribution

- Des revenus primaires au RDBA des ménages en 2018

	Total en Mds €
Revenus primaires des ménages	1652
dont rémunération des salariés	1252
dont revenus du patrimoine et mixtes	400
Impôts courants sur les revenus et le patrimoine	-248
Cotisations sociales nettes	-479
PS autres que TSN	505
dont retraites	334
dont chômage et revenus de remplacement	86
dont famille et pauvreté	54
Revenu disponible	1431
Transferts en nature	408
dont santé	183
dont enseignement	105
dont action sociale et logement	81
Revenu disponible ajusté	1839
Taxes sur la consommation	-217
RDBA après Taxes /conso	1621

Deux champs :

- relevant de la redistribution monétaire (transferts entre le revenu primaire et le revenu disponible brut)
- transferts en nature (revenu disponible brut au revenu disponible ajusté).

Dans la redistribution monétaire, on va trouver des prélèvements (impôts courants sur le revenu et le patrimoine et cotisations sociales nettes de la rémunération salariale).

Prestations sociales en espèces, trois catégories d'après l'INSEE, il y en a qui concernent les revenus de remplacement (retraites, chômage, indemnités journalières...), et d'autres prestations sociales, on trouve un maintien de la hiérarchie salariale, PS qui produisent une solidarité non verticale mais horizontale (se jouent entre actifs/retraités, actifs en emploi/actifs au chômage...). On trouve aussi des prestations familiales (allocations familiales, RSA, minimum vieillesse, prime d'activité), elles sont plus ciblées sur les bas revenus ⇒ concerne la redistribution verticale. On arrive ensuite au revenu disponible.

Les transferts en nature participent à la redistribution (réduction des inégalités).

L'INSEE tient compte des taxes sur la consommation (exemple : TVA) dont on sait qu'elles pèsent un poids plus important des ménages modestes.

En 2021, étude d'inse sur les effets redistributifs de ces différents vecteurs de redistribution, en s'intéressant au revenu national brut.

- La redistribution du revenu national

Comptes nationaux distribués pour la France en 2018

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Ensemble en %	Q5/Q1
Revenus primaires élargis	6	11	16	21	46	100	7,5
dont revenus salariaux bruts	5	12	18	24	42	100	8,0
dont revenus du patrimoine et mixtes	4	7	9	13	68	100	17,0
Taxes sur les produits et la production	12	15	19	22	32	100	2,6
Impôts sur les revenus et le patrimoine	2	6	10	17	65	100	28,2
Cotisations sociales	6	12	18	24	40	100	6,7
PS autres que TSN	15	18	19	21	27	100	1,8
dont retraites	7	16	20	25	33	100	5,1
dont chômage et revenus de remplacement	18	20	19	19	24	100	1,4
dont famille et pauvreté	48	25	15	9	4	100	0,1
Revenu disponible	9	14	17	21	40	100	4,5
Transferts en nature	27	22	18	17	16	100	0,6
dont santé	23	21	18	19	19	100	0,8
dont enseignement	28	22	19	16	16	100	0,6
dont action sociale et logement	42	24	17	12	5	100	0,1
Revenu disponible ajusté	13	16	17	20	34	100	2,6

Revenu primaire national \Rightarrow somme de tous les revenus primaires des secteurs institutionnels qui reviennent aux ménages résidents en France.

A partir du revenu primaire, ils font des comptes nationaux distribués que l'on fractionne en quintile de revenu (on classe les ménages en fonction de leur niveau de vie, 20% par 20%).

Comment se répartit le revenu national avant la redistribution, on tient compte des différents transferts monétaires et en nature.

Qui paie quoi et reçoit quoi ? Quelle est la part que jouent les transferts publics ? Comment ces transferts contribuent-ils à réduire les inégalités ?

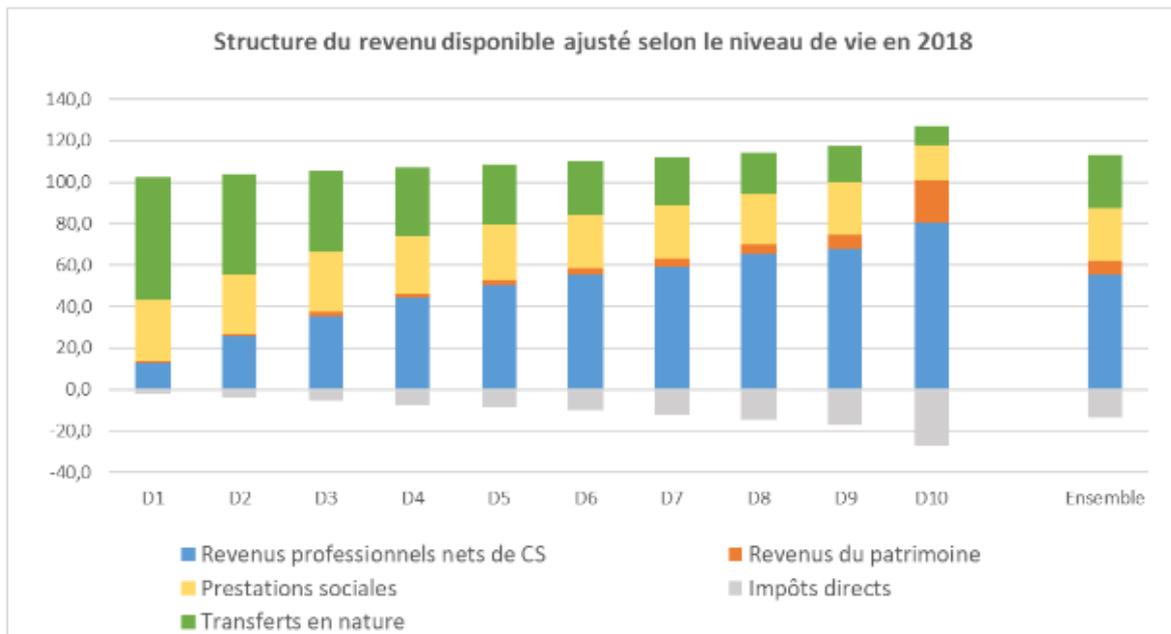
Les 20% des ménages les moins aisés détiennent 6% du revenu primaire national et les 20% les plus aisés détiennent presque la moitié (46%).

En rouge \Rightarrow prélèvements, impôts sur les revenus et le patrimoine pèsent 30 fois plus sur les ménages les plus aisés que sur les ménages les moins aisés.

RDBA : 2,6, on a réduit les inégalités avec les transferts en nature.

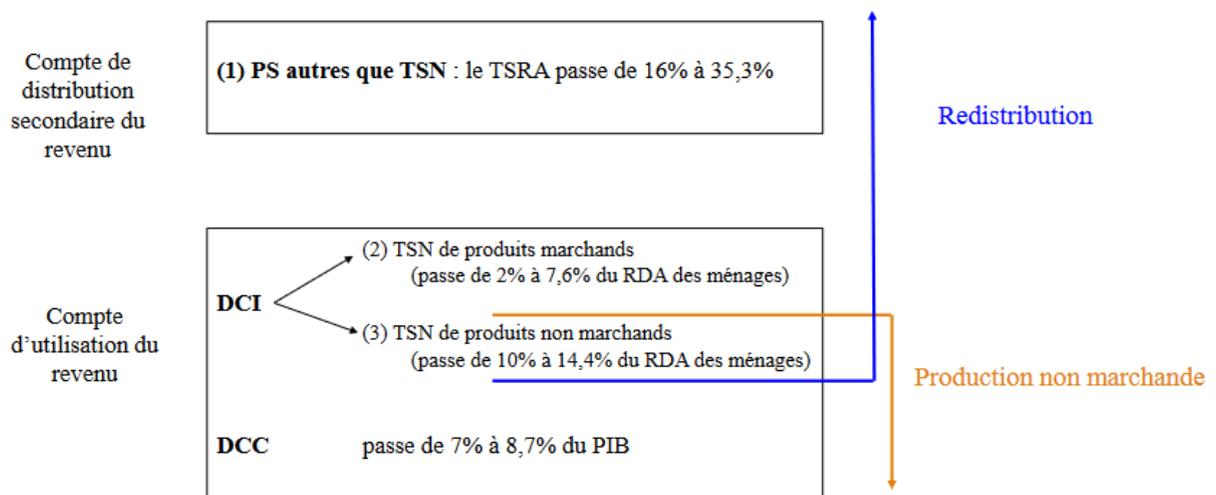
Divers transferts jouent sur le niveau des inégalités.

- Composition du RDB ajusté des ménages



Plus le décile

- Rôle des APU dans la répartition et dans la production de biens/services marchands



Deux fonctions principales des APU : production non marchande, redistribution.

Voir exercice 1 dossier 3.

E. Que font l'Etat et les APU pour les entreprises ?

Très nombreuses aides multiformes.

- Des aides monétaires

= subvention ou des aides à l'investissement, aides à l'exportation, dépenses fiscales (dont la moitié concerne les entreprises).

- Des débouchés pour les entreprises

Ensemble de dépenses de l'Etat qui s'adressent directement aux entreprises dès lors que l'Etat achète des biens et des services (pour ses consommations intermédiaires notamment, représente 5%).

- Des dépenses de consommation collective

Le cadre législatif, judiciaire, policier, renvoie à des lois, normes, règles, régulations en tout genre qui peuvent contribuer à stabiliser, coordonner les pratiques, à réduire l'incertitude, à améliorer l'environnement institutionnel au sens large et donc qui servent à l'environnement des entreprises.

- Des choix de politique économique

Ensemble d'actions faites pour les entreprises mais sans apparaître forcément pour les entreprises, on peut prendre l'exemple de la politique commerciale. Au-delà de ses politiques, il y a des politiques de soutien, l'Etat peut contribuer à la nationalisation des entreprises, peut autoriser des fusions acquisitions.

Choix de politique économique qui jouent sur l'activité des entreprises.

- Etat développeur

Mazzucato : l'Etat est essentiel pour entreprendre des investissements risqués que personne n'entreprendrait. Il finance l'université, les centres de recherche, il crée des réseaux de coopération essentiels ensuite pour les entreprises pour elles-même investir, innover, poursuivre la recherche et produire.

3. Quels indicateurs pour saisir l'ampleur des APU au niveau macroéconomique ?

Il ne faut pas prendre l'indicateur Dépenses publiques/PIB.

Deux objectifs dans cette partie :

- montrer que le ratio Dépenses publiques/PIB est un indicateur trompeur
 - quels indicateurs prendre en compte
- A. La dépense publique rapporté au PIB : un indicateur trompeur

Dépenses et recettes des administrations publiques en 2021	
Dépenses de fonctionnement	453,4
<i>Consommation intermédiaire (P2)</i>	128,4
<i>Rémunération des salariés (D1)</i>	312,4
<i>Autres impôts sur la production (D29)</i>	12,4
<i>Revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41)</i>	0,2
<i>Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)</i>	0,1
Intérêts (D41)	34,7
Prestations et autres transferts	896,1
<i>Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)</i>	508,5
<i>Transferts sociaux en nature de produits marchands (D632)</i>	163,7
<i>Subventions (D3)</i>	83,6
<i>Transferts courants entre administrations publiques (D73)</i>	0
<i>Autres transferts courants (D7 hors D73)</i>	100,0
<i>Transferts en capital à payer (D9p hors D995p)</i>	40,4
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers	92,6
<i>Formation brute de capital fixe (P51g)</i>	89,7
<i>Autres</i>	2,9
Total des dépenses	1 476,7
<i>dont cotisations sociales imputées</i>	44,7
<i>dont capitalisation de la production pour emploi final propre</i>	16,2
<i>dont crédit d'impôts enregistrés en dépense</i>	15,7
Total des dépenses hors éléments imputés	1400,1

Source : Comptes nationaux, Insee 2021

- Problèmes posés par la mesure des dépenses publiques totales

1) Ceux qui sont relevés par l'INSEE

1er problème : En comptabilité nationale, les crédits d'impôts restituables (remboursables) sont enregistrés en dépenses de subvention, prestations et transferts même si, en pratique, ils viennent réduire l'impôt. Ce traitement des crédits d'impôts revient à les enregistrer en recettes et en dépenses.

2ème problème : les cotisations sociales imputées sont des flux fictifs imputés comme contrepartie des prestations sociales employeurs, problème car ce n'est pas une vraie dépense.

3ème problème : capitalisation de la production pour emploi final propre, cette production est une production réalisée par les APU pour elles-mêmes. Production qui apparaît en ressources dans le compte de production, et en emploi.

2) L'INSEE additionne les dépenses de fonctionnement et celles qui ne font que transiter par les APU.

On parle des dépenses de transferts qui sont la contrepartie des cotisations sociales.

3) L'INSEE compte des impôts que les APU se versent à elles-mêmes

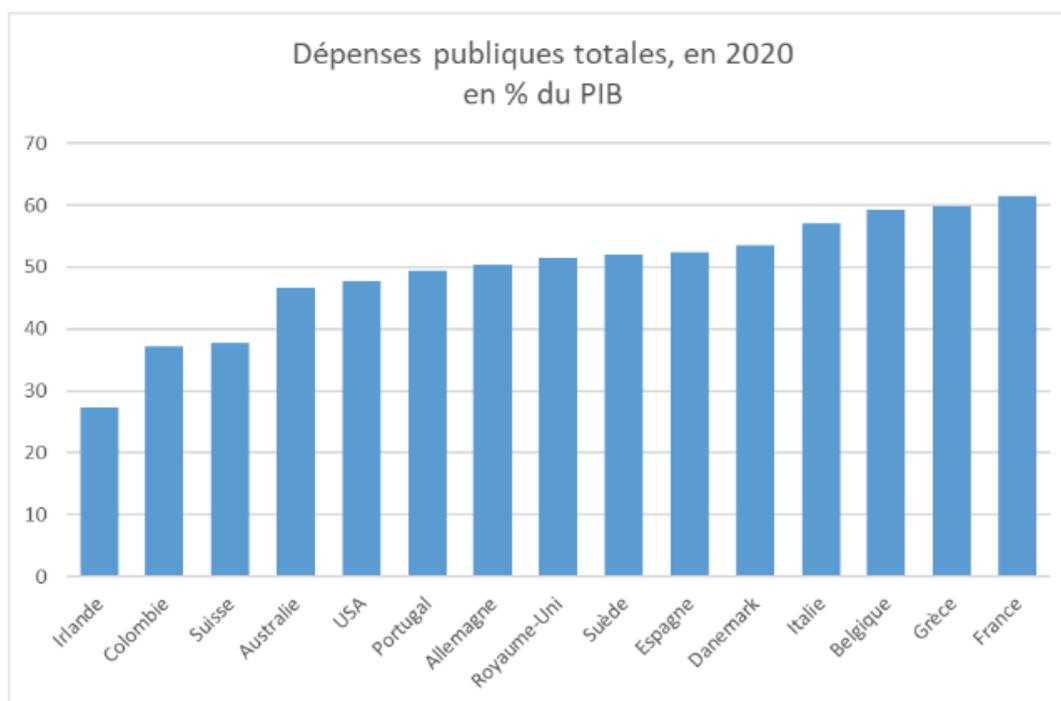
4) Elle additionne des composants qui ne sont pas additionnables.

Pourquoi ? Car ils appartiennent aux trois approches du PIB.

Pourtant l'indicateur traditionnel

$$\text{est : } \frac{\text{Dépenses publiques totales}}{\text{PIB}}$$

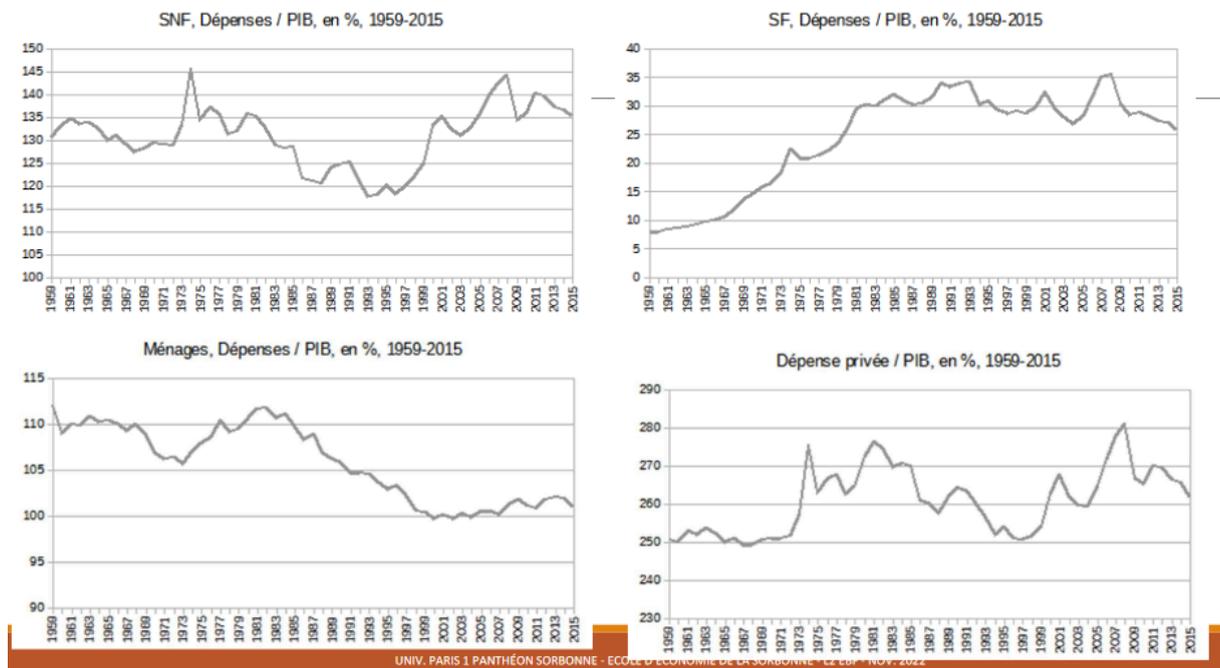
Ce que "raconte" l'indicateur : Dépenses Publiques / PIB.



- Limites de l'indicateur
 - difficile de délimiter un seuil maximal à la dépense : on ne peut pas trouver un seuil maximal à partir duquel les dépenses publiques seraient trop élevées ou seraient devenues insoutenables.
 - dépenses de transferts : comprises dans le ratio, alors que dans certains autres pays il n'y a pas de transferts
 - diversité des formes institutionnelles : il faut rendre compte de la manière dont sont réalisées les dépenses de transfert qui vont appliquer plus ou moins les APU.
 - protection sociale plus ou moins socialisée : rendre compte du périmètre de l'intervention publique, on doit réviser les nomenclatures.
 - France : rôle majeur de la sécu, pas du ressort du secteur privé mais public, très largement financé par les prélèvements obligatoires.

- les dépenses publiques ne sont pas une part du PIB, pas une composante du PIB car elle mélange trois approches du PIB.

- La part des dépenses dans le PIB pour le secteur privé



- Que faire ?

Il faut consolider les lignes et raisonner en net.

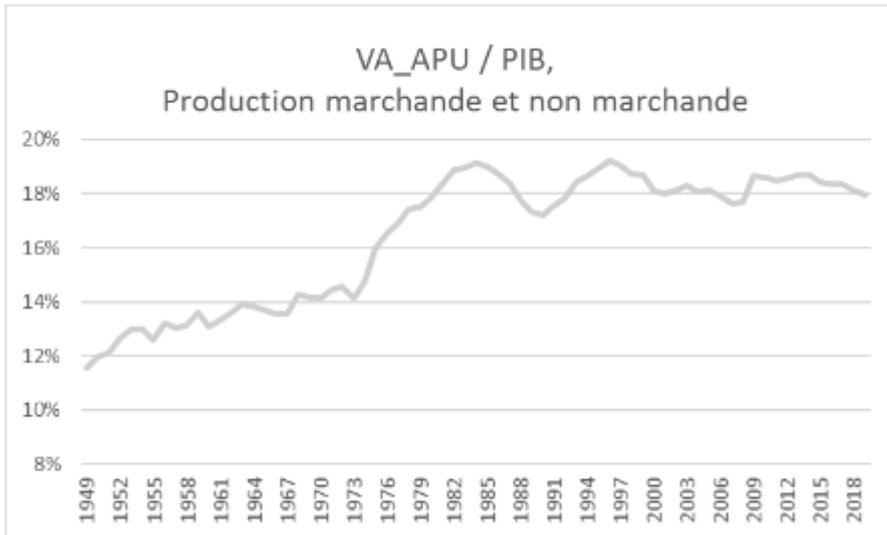
Ne pas comptabiliser les dépenses de transfert hors TSN.

Privilégier une seule conception du PIB à la fois.

Quels indicateurs construire à la place ?

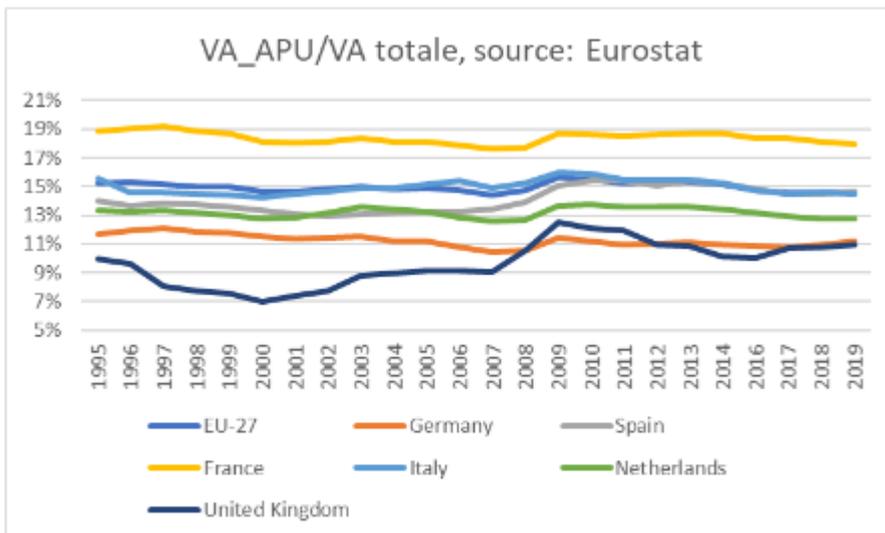
- B. Quels indicateurs construire à la place ?

- L'approche production du PIB



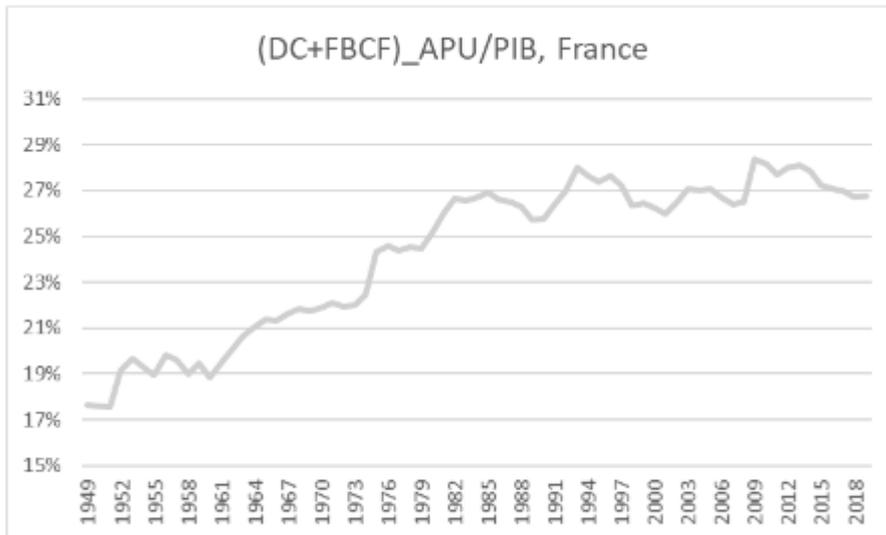
Les APU participent pour 19% à la production nationale (valeur ajoutée).

Indicateur sous estimé ? Production non marchande évaluée à partir de ses coûts de production, pas de profit réalisé par rapport à la valeur ajoutée des autres secteurs.

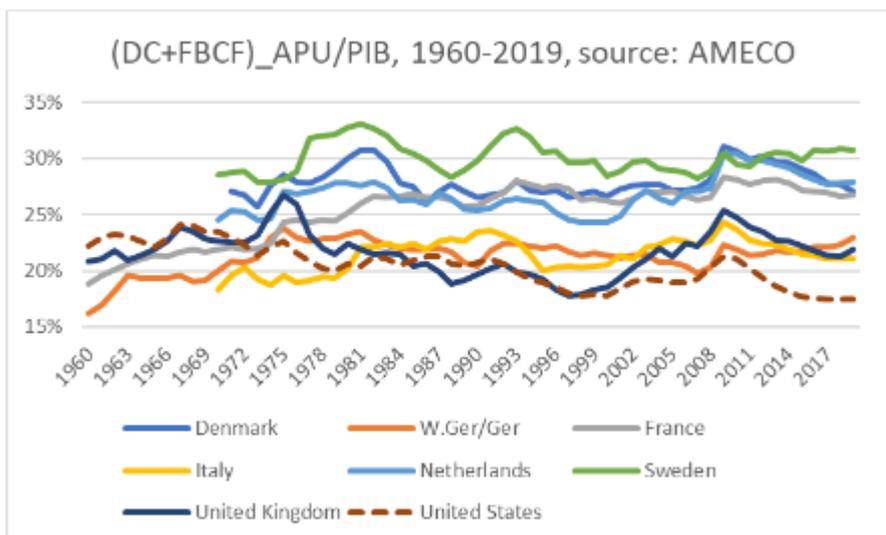


La France ⇒ un peu au-dessus de la moyenne, produit plus de services publics que les autres pays où il y aura plus de délégation au privé.

- L'approche demande du PIB



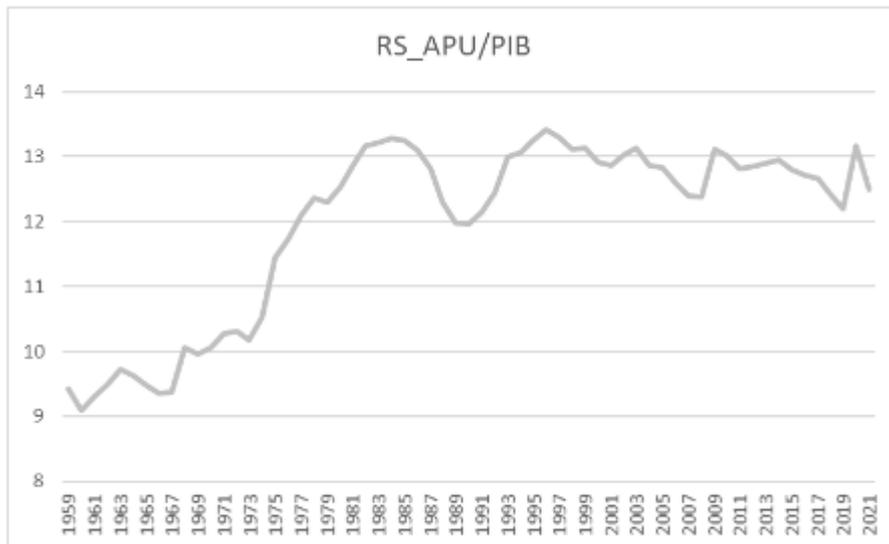
Augmentation jusqu'au début des années 1980 et la part de la dépense publique dans le PIB total est stable autour de 27% depuis 40 ans.



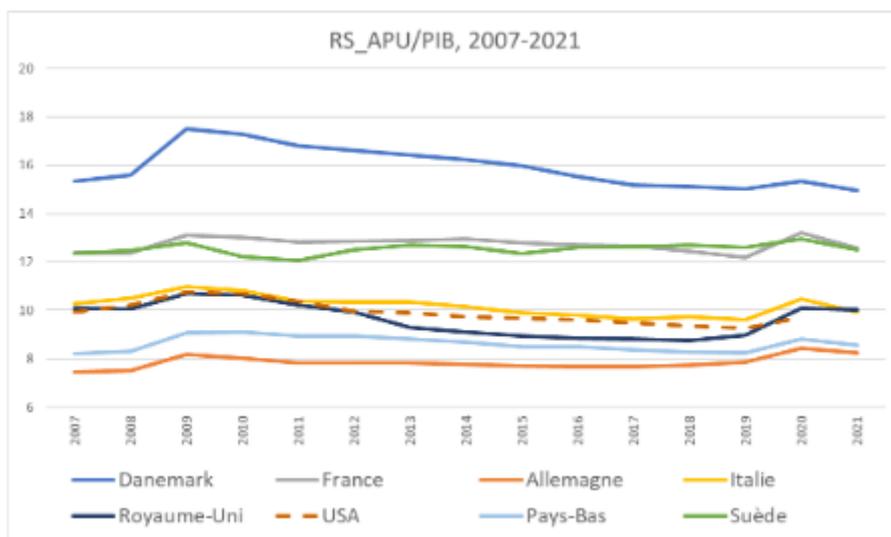
France gris et non jaune. La France est dans la fourchette haute avec les pays du Nord (mais plutôt en bas). Cela veut dire qu'il y a, en France, des TSN marchands et de l'investissement qui sont plus faibles alors qu'elle a des services publics plus importants en termes de valeur ajoutée.

Écarts très importants entre les pays, USA, plus bas 17% et en au plus haut 33% (en termes de DCF des APU et de FBCF).

- L'approche revenu du PIB



Le ratio est stable à 12/13% depuis 40 ans.



On retrouve que la France est aussi avec des pays du Nord mais pas au-dessus de l'ensemble des pays.

On est sur la composante publique des revenus.

4. Effet multiplicateur (Keynes) vs effet d'éviction (classiques)

Clivage entre ceux qui pensent que la dépense publique a un effet positif sous certaines conditions sur l'activité et ceux qui pensent qu'elle n'a pas d'effet sur l'activité voire un effet négatif.

A. L'effet de la dépense autonome sur l'activité

Renvoie à l'effet multiplicateur.

La dépense publique joue un rôle très important sur l'activité \Rightarrow idée très ancienne. Il faut des acheteurs pour que la marchandise s'écoule.

- Le multiplicateur : rappels

Richard Kahn, 1931, formule clairement la problématique du multiplicateur en allant regarder les effets de l'investissement privé sur l'emploi. Par la suite, Keynes reprend et généralise cette idée de multiplicateur dans la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.

Le multiplicateur se distingue de l'école classique. Chez les classiques, il y a à tout moment une égalité entre épargne et investissement car il y a des variations du taux d'intérêt sur le marché financier, l'investissement dépendra de l'épargne.

Chez les keynésiens, optique différente, l'investissement est dit "autonome" on ne peut pas faire dépendre l'investissement de variable comme le taux d'intérêt, les profits, les revenus, l'épargne...

Dire que l'investissement est autonome implique qu'il n'y a pas d'ajustement exemptés entre épargne et investissement par la variation du taux d'intérêt. En revanche, il y a un effet de l'investissement sur l'activité, cet effet dépend négativement des comportements d'épargne via l'effet multiplicateur.

Rupture avec les classiques : selon les classiques, pour un investissement donné, plus l'épargne est importante, moins le niveau d'activité correspondant est élevé.

Modèle simplifié

Consommation : $C = c \times Y + C_0$, avec $0 < c < 1$

Investissement autonome : I (indépendant de la conjoncture)

Production = demande : $Y = C + I$

PIB d'équilibre : $Y = \frac{C_0 + I}{1 - c}$

Effet d'une hausse de l'investissement autonome : $\Delta Y = \frac{1}{1 - c} \times \Delta I$

Multiplicateur : $k = \frac{1}{1 - c}$

Un accroissement autonome de I conduit à un accroissement de la production.

Un taux d'épargne élevé réduit l'effet de l'investissement sur l'activité.

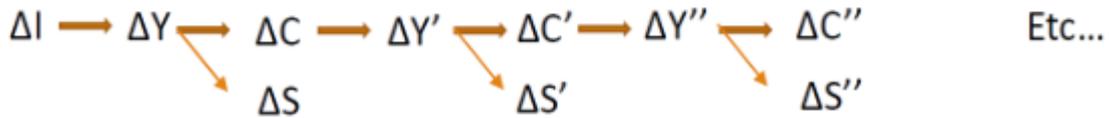
- La dépense comme processus

Idée que le multiplicateur n'a pas un effet instantané, c'est un processus qui se déploie dans le temps, il est plus ou moins efficace dans le temps selon la propension à épargner.

Effet de diffusion de la dépense initiale :

$$Y = C + I$$

$$\Delta Y = \Delta C + \Delta I$$

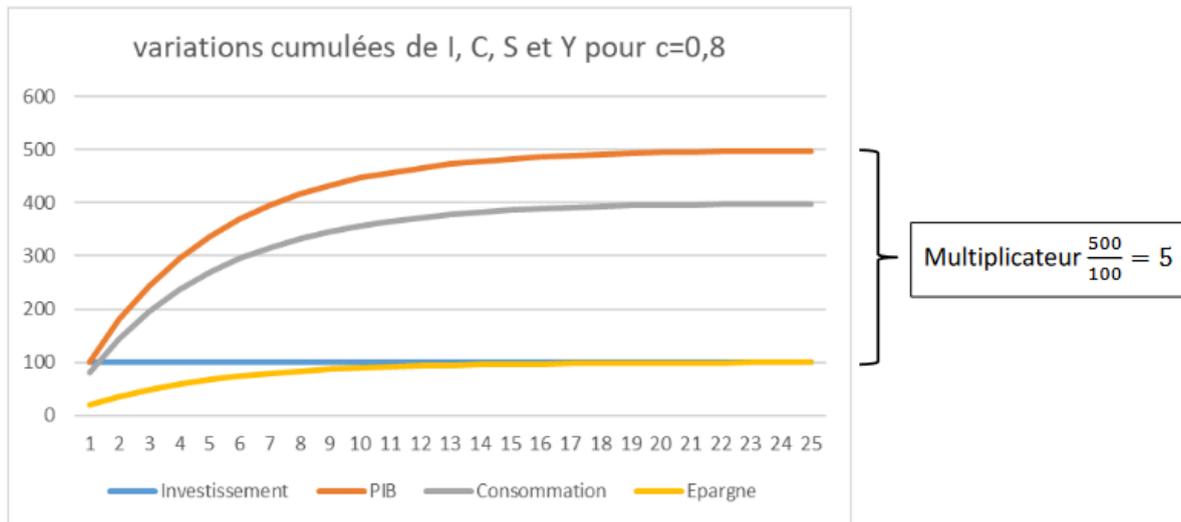


$$\Delta Y > \Delta Y' > \Delta Y'' \text{ etc.}$$

$$\Delta C > \Delta C' > \Delta C'' \text{ etc.}$$

Exemple \Rightarrow variation de Y de 100 $\Rightarrow I' = 100 \Rightarrow C' = 80$ etc.... Les variations de Y et C sont de plus en plus petites.

L'effet multiplicateur se réduit progressivement :



On part d'un investissement à 100, l'impulsion initiale de 100 donne lieu à une production Y de 100 et qui donne lieu à la redistribution équivalente.

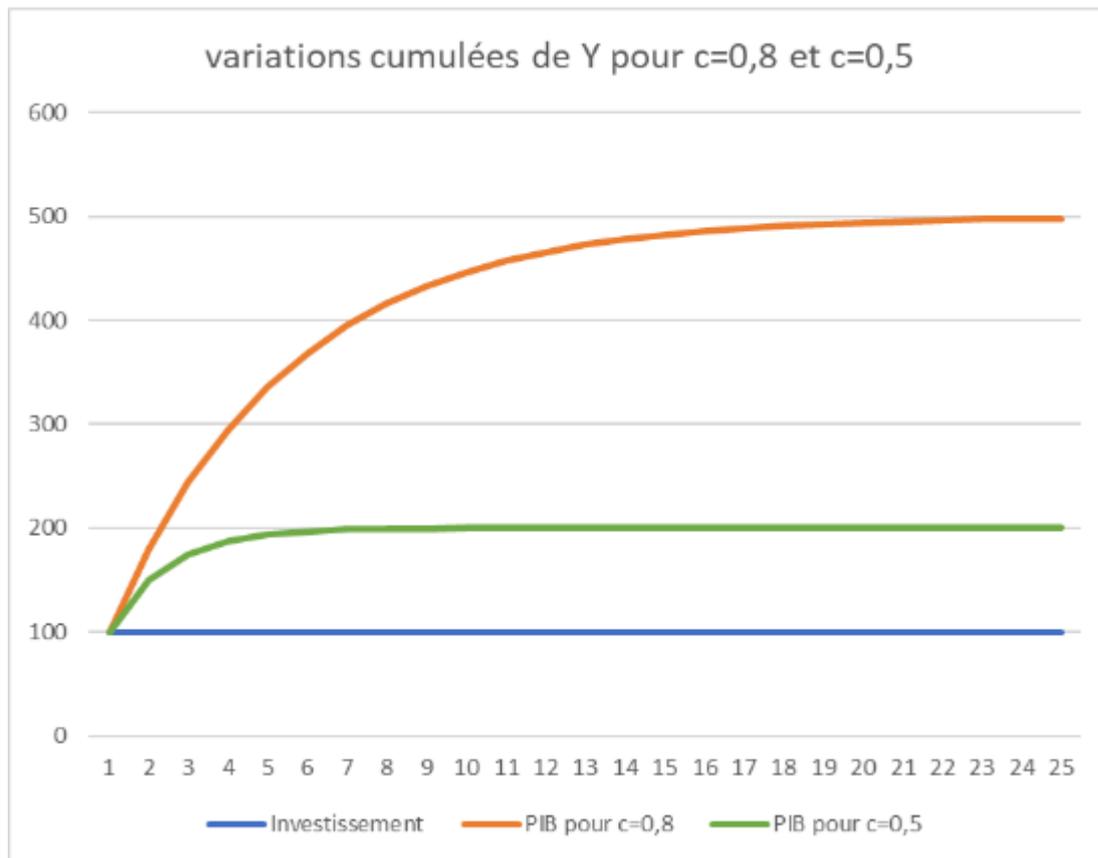
Période 2 : la production supplémentaire Y est de 80, cumulé : 180. A la période 3 : elle est de 64.

Plus on s'éloigne de la période initiale, plus l'effet s'atténue.

A la 7ème période, on a atteint 80% de "l'histoire".

Ici l'épargne n'a pas précédé l'investissement, c'est la dépense supplémentaire I.

Propension à consommer et multiplicateur :



Plus le multiplicateur est faible, plus l'effet se produit rapidement.

- Le multiplicateur réel est endogène au cycle

Effet réel sur la croissance et l'emploi quand l'économie est éloignée du plein emploi.

Effet inflationniste à l'approche du plein emploi

⇒ multiplicateur réel endogène au cycle.

L'idée c'est de considérer que cela concerne des grandeurs monétaires, on évalue la dépense d'investissement, de consommation, le PIB, l'épargne etc... en valeurs.

Ce qui intéresse les économistes ⇒ les effets réels, sur les quantités qui vont déterminer les variations de l'emploi et donc la baisse du chômage.

Or, quand on raisonne sur les ajustements, il faut considérer que selon que l'économie est proche ou éloignée du plein emploi, les ajustements consécutifs à l'augmentation de l'investissement se font pas les quantités ou par les prix. Si l'économie est éloignée du plein emploi, alors, l'augmentation des dépenses d'investissement va produire un effet réel, c'est-à-dire que les ajustement vont pouvoir se faire par les quantités. Si l'économie est plus proche du plein emploi, plus l'effet du multiplicateur réel s'atténue, se réduit et se transforme en effet inflationniste ⇒ moins il est utile et efficace de stimuler la demande, ou de politique économique qui vise à réduire le chômage.

Il dépend de la distance au plein emploi.

Si le multiplicateur réel est égal à 1, négligeable ? Non, on va d'abord considérer où est l'économie par rapport à la distance au plein emploi.

- Un modèle simple en économie ouverte

L'État : dépense G et redistribue T = impôt – transferts monétaires

Hypothèse : $T = t \times Y$

Investissement autonome : I

Consommation : $C = C_0 + c \times R_{disp}$
 $R_{disp} = (Y - T) = Y - t \times Y = (1 - t) \times Y$
 $\Rightarrow C = C_0 + c \times (1 - t) \times Y$

Importations : $M = m \times Y$, avec $0 < m < 1$

Exportations autonomes : X

Dépense totale adressée aux producteurs nationaux : $D = C + I + G + X - M$

Dépenses de l'Etat sous forme de consommation finale ou d'investissement. Il prélève des impôts et distribue des prestations sociales (T = impôts - prestations sociales, impôts nets des transferts). T est une fonction du revenu, de l'activité économique.

Investissement autonome \Rightarrow variable exogène.

Les importations dépendent de manière croissante de l'activité intérieure (revenu).

Les exportations \Rightarrow variable exogène, on ne les fait pas dépendre en premier lieu de l'activité intérieure, cela dépend de l'activité des partenaires à l'étranger.

Détermination du PIB d'équilibre : **$Y =$ dépense adressée aux producteurs nationaux**

$$Y = C + I + G + X - M$$

$$Y = C_0 + c \times (1 - t) \times Y + I + G + X - m \times Y$$

$$Y = C_0 + I + G + X + c \times (1 - t) \times Y - m \times Y$$

$$\Rightarrow Y = A + [c \times (1 - t) - m] \times Y$$

$A = C_0 + I + G + X$: dépense autonome

$[c \times (1 - t) - m] \times Y$: dépense qui dépend de la conjoncture

Calcul du PIB d'équilibre et multiplicateur

$$Y = \underbrace{A}_{\text{dépense autonome}} + \underbrace{[c \times (1 - t) - m]}_{\text{propension à consommer des produits nationaux}} \times Y$$

$$\Leftrightarrow 1 \times Y - [c \times (1 - t) - m] \times Y = A$$

$$\Leftrightarrow (1 - [c \times (1 - t) - m]) \times Y = A$$

$$\Leftrightarrow (1 - c \times (1 - t) + m) \times Y = A$$

$$\Leftrightarrow Y = \frac{A}{1 - c \times (1 - t) + m}$$

$$\text{Effet d'une hausse de la dépense autonome (C}_0, I, G \text{ ou X)} : \Delta Y = \frac{1}{1 - c \times (1 - t) + m} \times \Delta A$$

$$\text{Multiplicateur : } k = \frac{1}{1 - c \times (1 - t) + m}$$

A \Rightarrow variables exogènes. Une partie dépend de la conjoncture (Y).

Propension à consommer des produits nationaux : on ne tient plus seulement compte de c la propension à consommer des ménages mais aussi du fait qu'il y a un Etat qui prélève des impôts nets des transferts + les ménages résidents qui demandent des produits à l'étranger.

Effet multiplicateur : Comment varie Y quand un élément de A varie ?

- Simulation d'une relance budgétaire

Idée keynésienne : considérer que la dépense publique G va présenter les mêmes effets que la dépense d'investissement privé. Il considère que si la demande d'investissement privée est insuffisante afin d'assurer le plein emploi (pour réduire le chômage), il faut que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités et compensent l'insuffisance de la dépense privée.

Considère qu'une fois que la dépense publique aura réussi à stimuler l'activité, l'investissement privé peut prendre le relais. Même si on considère que l'investissement privé est autonome, Keynes a en tête l'idée que si les pouvoirs publics donnent l'impulsion en matières de relance, l'investissement privé finira aussi à son tour par augmenter.

Exemple numérique : $c = 0,85$; $t = 0,15$ et $m = 0,3 \Rightarrow k = 1,73$

Hausse de 100 des dépenses publiques financée par emprunt :

$$\Delta G = 100$$

$$\Delta T = t \times \Delta Y = 0,15 \times 173 = 26$$

$$\Delta Y = k \times \Delta G = 1,73 \times 100 = 173$$

$$\Delta S = \Delta Y - \Delta T - \Delta C = 22$$

$$\Delta C = c \times (1 - t) \times \Delta Y = 0,7225 \times 173 = 125$$

$$\Delta M = m \times \Delta Y = 0,3 \times 173 = 52$$

Variation de la dette : $\Delta \text{Dette} = \Delta G - \Delta T = 74$

Variation du PIB par euro de dette supplémentaire : $\frac{\Delta Y}{\Delta \text{Dette}} = \frac{173}{74} = 2,34 > 1$

Les recettes fiscales nettes de transferts augmentent de 26, au niveau du solde budgétaire (= variation de la dette variation de G (augmentation des dépenses publiques - variation de T(nouvelles entrées fiscales qui ont eu lieu), on a

La dépense publique creuse initialement le déficit de 10, qui ce, au départ, augmente la dette d'autant mais, comme en retour l'activité est meilleure, cela accroît les recettes publiques et réduit l'ampleur initiale du déficit et donc de la dette. Au départ, on a 100 de dette, au final, c'est "seulement" de 74.

Au cours du temps, le poids relatif de la dette causé par une dépense publique supplémentaire va se réduire en raison d'un double effet :

- une augmentation du revenu
- une augmentation des recettes fiscales, ce qui autofinance en partie la dépense initiale.

Le revenu a augmenté de 173 et la dette de 74 : le poids relatif de la dette s'est allégé car, pour un euro de dette, l'économie a 2,34 euros de revenu supplémentaire.

Le ratio de dette diminue avec la dépense publique si le multiplicateur est positif.

Évaluation de la taille maximale du multiplicateur

Estimation paramétrique du multiplicateur $k = \frac{1}{1 - c(1 - t) + m}$ en France

Cas	1	2	3	4	5	6	7	8	9	7	8	9
c	0,6	0,7	0,8	0,85	0,85	0,85	0,85	0,85	0,85	0,85	0,85	0,85
m	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,35	0,35	0,35
t	0,15	0,15	0,15	0,15	0,2	0,25	0,15	0,2	0,25	0,15	0,2	0,25
k	1,27	1,42	1,61	1,73	1,61	1,51	2,09	1,92	1,78	1,59	1,49	1,40

(graphique à changer, erreur)

Il a cherché quelles sont les valeurs crédibles de k. Colonne 4 ⇒ ce qu'on a en France car pour c, depuis 1980, la part consommée du revenu disponible des ménages en France c'est 85%. Le taux d'imposition net des transferts des ménages est un taux estimé via le compte de redistribution secondaire du revenu des ménages, on regarde les impôts qui sont prélevés (emplois), les prestations qui sont fournies (ressources) cela représente 15% en moyenne. Propension à importer : grosses évolutions, de 1950 à 1970, elle était très stable, un peu au-dessus de 10%, depuis, elle augmente. 27% dans les années 2000, 30% dans les années 2010, 32% en 2018, elle n'a fait qu'augmenter.

Ces différentes valeurs sont des éléments lourds qui nous servent à borner le réel, dans quelle fourchette peut se situer le multiplicateur si on prend les données macroéconomiques, empiriques, sur les différents paramètres. A partir de là, on peut s'attendre à un multiplicateur un peu supérieur à 1,5.

Conclusion de l'approche keynésienne : La politique budgétaire chez Keynes vient résoudre un problème de coordination dans une économie décentralisée. Keynes montre dans la théorie générale que l'investissement privé est structurellement, spontanément, trop faible dans les économies en situation de sous emploi. Pourquoi ? parce qu'il y a un attentisme, c'est-à-dire que les décisions

privées des entrepreneurs décentralisées, sont face à un problème de coordination dans le sens où tout le monde sait que l'économie irait mieux si tout le monde investissait en même temps. mais, tout le monde attend que les autres investissent en premier. Au niveau agrégé, aucun changement n'a lieu.

Keynes dit que ce l'on ne peut pas attendre des agents privés (donner l'impulsion), c'est à la décision publique centralisée de le faire. Le pouvoir public doit donner l'impulsion initiale pour compenser le manque d'investissement privé \Rightarrow niveau d'activité plus élevé. L'Etat vient résoudre un problème de coordination \Rightarrow l'économie se rapproche du plein emploi, l'effet du multiplicateur va être de moins en moins important, les augmentations exogènes de demande, au fur et à mesure que l'économie se rapproche du plein emploi, vont se traduire davantage par des hausses de prix car les entreprises ont de moins en moins de marge de manoeuvre afin d'accroître leur production. Certains ne vont pas parler de fuites mais d'évictions; on se situe sur les réactions néoclassiques à la théorie keynésienne qui a pour objectif de montrer que le multiplicateur est inférieur à 1 voire nul (voire négatif dans des versions ultra).

La politique budgétaire résout un problème de coordination dans une économie décentralisée.

L'investissement privé est spontanément trop faible.

Attentisme : jeu de coordination.

Ce qui ne peut être obtenu des décisions décentralisées privées peut l'être de la décision politique publique centralisée.

L'Etat vient résoudre un problème de coordination.

B. Les trois versions néoclassiques de l'effet d'éviction

Définition de l'effet d'éviction : Une politique budgétaire ou fiscale ferait plus de mal que de bien en générant des effets pervers qui viendraient annuler tout ou une partie de l'effet positif de la politique budgétaire pour l'emploi et l'activité.

\Rightarrow la dépense publique viendrait ainsi remplacer/évincer la dépense privée.

Trois types d'effet d'éviction qui viendraient rendre inefficaces la politique budgétaire car ces effets sont des effets récessifs qui viennent annuler l'expansion initiale.

Au total, la dépense budgétaire ferait plus de mal que de bien.

Cela revient à dire que la dépense publique vient remplacer, évincer, la dépense privée.

- L'éviction par le taux d'intérêt dans le modèle IS-LM

Monnaie exogène:

Dépense publique financée par emprunt ($G \uparrow$) $\Rightarrow \uparrow i$ sur le marché de la monnaie $\Rightarrow \downarrow I$

- D'un côté la demande publique augmente ($G \uparrow$) $\Rightarrow Y \uparrow$
- De l'autre l'investissement diminue ($I \downarrow$) $\Rightarrow Y \downarrow$

\Rightarrow au total, la hausse de Y est moindre que prévu par les keynésiens

.... sauf si politique monétaire expansionniste (policy mix) pour éviter une hausse de i .

Monnaie endogène:

Règle de Taylor : la hausse de la dépense publique est interprétée comme une menace inflationniste devant donner lieu à une hausse de i par la banque centrale.

\Rightarrow « l'effet d'éviction » n'est pas dû à la politique budgétaire mais à une politique monétaire inadaptée

Deux cas selon que la monnaie soit exogène ou endogène.

Dans le modèle IS-LM, on considère qu'une expansion budgétaire va provoquer une hausse du taux d'intérêt si l'offre de monnaie supposée exogène ne varie pas.

Si l'expansion budgétaire provoque une hausse du taux d'intérêt \Rightarrow baisse de l'investissement privé.

Au total, l'essor provoqué par la dépense publique est, en partie, annulé par la baisse de l'investissement privé.

Cas où la monnaie est endogène : dans la réalité, l'offre de monnaie est davantage endogène et le taux d'intérêt est exogène (fixé par les BC). Si on considère que le taux d'intérêt est fixé par les BC, si on rencontre l'effet d'éviction de l'investissement privé par la politique budgétaire, si la monnaie est endogène, cela ne peut provenir que d'une action délibérée des BC qui augmenterait le taux d'intérêt c'est-à-dire qui suivrait une règle de Taylor. Selon cette règle, le taux d'intérêt est corrélé à la différence entre le taux d'inflation et le taux d'inflation cible. Si la BC anticipe une hausse du taux d'inflation, elle augmente son taux directeur. L'effet d'éviction n'est pas le fait de la politique budgétaire mais d'une politique monétaire qui conduit à augmenter le taux d'intérêt.

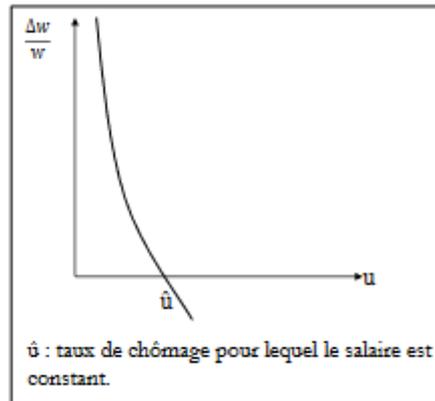
Il faut le comprendre au regard d'une policy mix : d'où vient l'augmentation du taux d'intérêt ? offre de monnaie exogène, il n'y a pas eu de politique monétaire adaptée, ou offre de monnaie endogène, c'est la BC qui augmente le taux d'intérêt.

- L'éviction par les prix : interprétations de la courbe de Phillips

a) Rappel à propos de Phillips (1958)

- ✓ Travail empirique, sur données britanniques (1861-1957)
- ✓ Le salaire nominal augmente en fonction de la capacité de négociation des salariés
- ✓ La capacité de négociation des salariés dépend (de manière inverse) du niveau du chômage.
- ✓ Sens de la causalité retenu par Phillips : $u \Rightarrow \frac{\Delta w}{w}$

$$\frac{\Delta w}{w} = f(u) \text{ décroissante}$$



Référence : Liêm HOANG-NGOC, *Le fabuleux destin de la courbe de Phillips*, Presse du Septentrion, 2007.

Il provient d'auteurs qui ont réinterprété la courbe de Phillips.

Phillips \Rightarrow travail empirique sur des données britanniques qui portait sur le lien entre le niveau de chômage et variation du salaire nominal, il constatait une relation statistique entre ces deux variables en deux temps :

- Le salaire nominal augmente en fonction de la capacité des salariés à négocier des hausses de salaire.
- La capacité de négociation des salariés dépend du niveau de chômage : plus le niveau de chômage est élevé, moins les salariés ont une capacité de négociation élevée.

Le niveau de chômage u influence les variations du salaire parce qu'il influence la capacité de négociation des salariés.

On obtient une fonction décroissante.

Cette courbe a donné lieu à des ré-interprétations, nous allons en voir deux.

b) Réinterprétation de la courbe de Phillips par Samuelson et Solow (1960)

$p = M \times$ coût unitaire de production avec $M > 1$

coût unitaire = $\frac{\text{salaire}}{\text{productivité}} = \frac{w}{A} \Rightarrow p = M \times \frac{w}{A}$

$\Rightarrow \frac{\Delta p}{p} = m + \frac{\Delta w}{w} - a$ avec $m = \frac{\Delta M}{M}$ et $a = \frac{\Delta A}{A}$

Et si $\frac{\Delta w}{w} = f(u) : \frac{\Delta p}{p} = m + f(u) - a$

Sens de la causalité : $u \Rightarrow \frac{\Delta p}{p}$

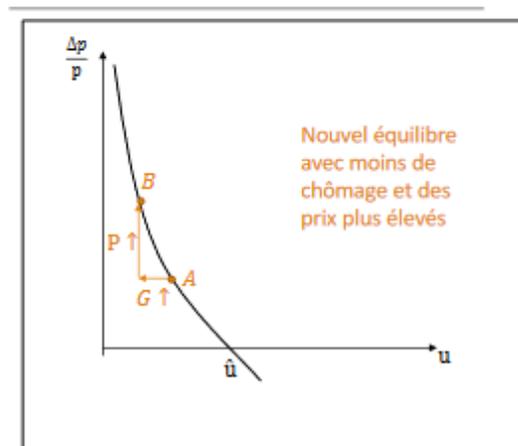
Court terme (m et a donnés) : $G \uparrow \Rightarrow Y \uparrow \Rightarrow N \uparrow \Rightarrow u \downarrow$

On peut réduire le chômage par une politique budgétaire

$u \downarrow \Rightarrow \frac{\Delta p}{p} \uparrow \Leftrightarrow$ arbitrage inflation-chômage

Moyen et long terme :

- Si politique d'indexation des salaires sur la productivité : courbe aplatie (l'inflation ne dépend pas du taux de chômage)
- Si conflit de répartition et hausses de salaires supérieures aux gains de productivité : courbe plus verticale (fort effet du taux de chômage)



Samuelson/Solow, ils remplacent les variations de salaire par l'inflation.

L'inflation dépend des variations du salaire nominal, les entreprises répercutent les hausses de salaire sur les prix lorsque les salaires progressent plus vite que la productivité. Les prix p sont fixés à partir du coût unitaire de production auquel on applique un taux de marge noté M . Le coût unitaire de production c'est le ratio : salaire/productivité. Le prix = taux de marge x salaire/productivité.

Comment varient les prix ? Ils varient notamment avec un coefficient m qui renvoie à la variation de la marge revendiquée par les entreprises.

L'inflation dépend du taux de marge et de la différence entre l'évolution du salaire nominal et la productivité. Si les salaires augmentent plus vite que la productivité, les prix peuvent augmenter.

Sens de causalité : le chômage influence l'inflation.

A court terme, l'évolution du taux de marge et la productivité sont données, on va pouvoir réduire le chômage par une politique budgétaire car lorsque G augmente, Y augmente, l'emploi augmente et le chômage diminue. On peut réduire le chômage par une politique budgétaire. Lorsque le chômage baisse, les salariés obtiennent une capacité de négociation que les entreprises vont répercuter sur leurs prix.

on reste dans le monde théorique de phillips car le chômage est la variable déterminante qui joue sur l'inflation.

A moyen et long terme, on ne se déplace plus sur le long de la courbe, c'est la pente et la position de la courbe qui peuvent changer. Par exemple, si on fait une politique d'indexation des salaires sur la productivité \Rightarrow on aura une courbe plus plate au sens où l'inflation dépend moins du niveau de chômage. Si on est dans un conflit de répartition, les salariés sont en mesure d'imposer des hausses de salaire supérieures aux gains de productivité; c'est la boucle prix salaires qui s'enclenche, à chaque fois que les salaires augmentent \Rightarrow les prix augmentent \Rightarrow salaires augmentent etc ... dans ce cas-là, on aura une courbe plus verticale, courbe où ça ne peut arriver qu'au voisinage du plein emploi.

c) Révision néoclassique: la courbe de Phillips « du deuxième âge » ou « augmentée » (Friedman, 1968 Phelps, 1970)

Pour Friedman :

- Il y a un taux de chômage « naturel » : équilibre général en concurrence imparfaite
- Mais à court terme on peut s'en écarter :
 - ✓ les salaires sont négociés à l'avance selon le taux de chômage.
 - ✓ les salariés sont « victimes d'illusion monétaire »
 - ✓ et c'est le pouvoir d'achat anticipé du salaire qui compte :

$$\Rightarrow \frac{\Delta w}{w} = f(u) + \frac{\Delta p^e}{p}$$

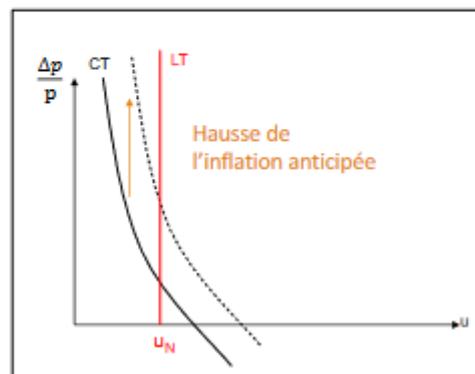
❖ à inflation anticipée $\frac{\Delta p^e}{p}$ donnée, le chômage détermine les salaires

❖ À chômage donné, si inflation anticipée, les salaires augmentent

+ hypothèse de taux de marge sur le coût marginal de production :

$$\frac{\Delta p}{p} = m + \frac{\Delta w}{w} - a$$

$$\Rightarrow \frac{\Delta p}{p} = m + f(u) + \frac{\Delta p^e}{p} - a$$



Elle est augmentée des anticipations. Monde classique.

Selon Friedman, monde où il existe un taux de chômage naturel, lié qu'à des imperfections du marché, supposé naturel au sens où il dépend que des conditions d'offre, il est incompressible. A

court terme, les keynésiens se sont trompés, ce qui compte c'est non pas le salaire mais le pouvoir d'achat du salaire qui dépend du chômage. Ce qui intéresse les travailleurs ce ne sont pas les variations du salaire nominal mais plutôt les variations du pouvoir d'achat des salaires. Les travailleurs sont victimes de l'illusion monétaire, ils prévoient mal les variations de prix au moment où ils négocient les salaires. Ce n'est pas la variation du pouvoir d'achat des salaires qui dépend du taux de chômage mais la variation du pouvoir d'achat anticipé du salaire.

Courbe de Phillips augmentée et politique budgétaire :

Politique budgétaire \Rightarrow hausse de la demande

Court terme (A \rightarrow B) :
 \Rightarrow baisse du chômage mais mécanisme différent de S&S car salaire donné

\uparrow demande \Rightarrow inflation non anticipée $\Rightarrow \frac{w}{p} \downarrow \Rightarrow N^D \uparrow \Rightarrow u \downarrow$

Sens de la causalité : $\frac{\Delta p}{p} \Rightarrow u$

Long terme (B \rightarrow C) : ajustement des salaires : les salariés observent la hausse des prix prévoient plus d'inflation : ils revendiquent des hausses de salaire.

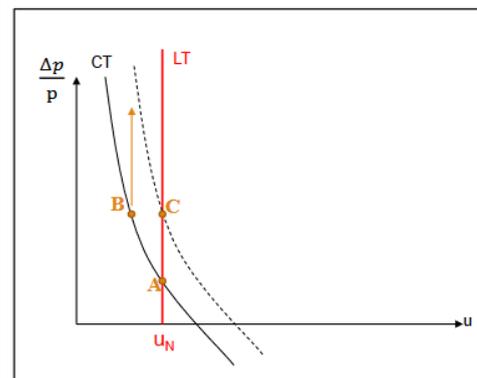
$\frac{\Delta p^e}{p} \uparrow \Rightarrow \frac{\Delta w}{w} \uparrow \Rightarrow \frac{\Delta w}{w} \uparrow \Rightarrow \frac{w}{p} \uparrow \Rightarrow N^D \downarrow \Rightarrow u \uparrow$

\Rightarrow le salaire réel retrouve sa valeur d'équilibre général et le chômage retrouve son taux naturel mais l'inflation a augmenté

Sur le marché des biens : quand les prix augmentent la valeur réelle de la monnaie diminue

- ✓ Comme dans IS-LM cela provoque une hausse de i et réduit l'investissement
- ✓ Le pouvoir d'achat de l'épargne diminue ce qui peut réduire la consommation

On peut avoir un multiplicateur positif à court terme mais il s'annule au cours du temps
 Les dépenses privées sont évincées par les dépenses publiques



Dans ce modèle là, l'augmentation de la demande provoque une augmentation des prix car on est dans le mécanisme néoclassique de base : offre et demande. La politique budgétaire se traduit d'emblée par une augmentation des prix non anticipée par les travailleurs. Le chômage diminue par l'augmentation de la demande.

On part d'une augmentation de la demande par une politique budgétaire, cette hausse de la demande provoque une inflation non anticipée : le pouvoir d'achat du salaire diminue (W/P). Si le salaire réel diminue, les entreprises quand elles voient cela, elles augmentent leur demande de travail, l'emploi augmente, le chômage diminue.

A long terme, ajustement des salaires car les salariés vont finir par s'en rendre compte, malgré l'illusion monétaire du début. Ils vont anticiper des hausses de prix futures et vont réclamer des hausses de salaire. Les salariés observent l'inflation, anticipent, et revendiquent des hausses de salaire. Boucle prix salaire. La demande de travail diminue, le chômage augmente.

Le salaire réel va retrouver sa valeur d'équilibre général et le chômage retrouve son taux naturel mais l'inflation a augmenté.

Sur le marché des biens, lorsque les prix augmentent, cela réduit le pouvoir d'achat de la monnaie, ce qui peut provoquer une baisse de l'investissement (en raison de la hausse du taux d'intérêt).

Autre effet : la hausse de l'inflation qui réduit le pouvoir d'achat de la monnaie réduit aussi le pouvoir d'achat de l'épargne \Rightarrow effet d'encaisse réelle, certains ménages peuvent être amenés à vouloir conserver non pas leur consommation mais le pouvoir d'achat de leur épargne \Rightarrow ils doivent baisser leur consommation.

A court terme, il peut y avoir un multiplicateur positif mais qui

Le sens de la causalité : l'augmentation des prix influence le chômage.

Les limites de la réinterprétation de la courbe de Phillips en terme "d'effet d'éviction" :

- surestimation de l'effet inflationniste de la politique budgétaire : tout dépend du niveau de l'emploi.
 - "relance" keynésienne avec uniquement du chômage naturel, mais si l'économie est proche du plein emploi, la relance keynésienne est inutile !
 - Il est supposé (mais non démontré) que l'économie admet un équilibre dit "de long terme", déterminé uniquement par des conditions d'offre (marché du travail) et qu'elle y retourne avec une boucle prix salaires. La politique budgétaire peut modifier les conditions d'offre elle-même.
 - On suppose que les entreprises déterminent leur production en fonction du coût du travail alors que les débouchés sont déterminants tant que l'économie n'est pas au plein emploi.
- L'équivalence ricardienne : un effet d'éviction complet et immédiat

R. Barro (1974) affirme qu'une politique budgétaire n'a aucun effet sur la demande globale, même pas à court terme : $k \approx 0$

✓ Mécanisme pour une hausse des dépenses publiques financée par impôt : $\Delta G = \Delta T$

⇒ $\uparrow G \Rightarrow \downarrow C$: éviction totale et immédiate

✓ Mécanisme pour une hausse des dépenses publiques financée par emprunt : $\Delta G = \Delta \text{dette}$

⇒ les agents anticipent une hausse future des impôts ⇒ augmentent leur épargne aujourd'hui

⇒ $\uparrow G \Rightarrow \downarrow C$: éviction totale et immédiate

Critiques

✓ Suppose que seule la consommation (et pas l'épargne) s'ajuste suite à la hausse d'impôt

✓ Pas de fondement empirique

✓ Présuppose que le problème du chômage est déjà résolu

Équivalence ricardienne, leur idée est de considérer que la politique budgétaire n'a aucun effet sur la demande globale, le multiplicateur serait (environ) nul.

Hausse des dépenses publiques financée par l'impôt, ils vont considérer qu'il y a une éviction totale et immédiate, hausse des impôts donc réduction de la consommation. Si les dépenses publiques sont financées par emprunt (variation des dépenses publiques = variation de la dette), alors les agents vont anticiper une hausse future d'impôt pour financer l'augmentation de la dette, ils augmentent de suite leur épargne pour pouvoir payer l'impôt plus tard. Un financement par endettement serait équivalent à un financement par l'impôt (anticipation des agents).

Augmentation de leur épargne donc baisse de la consommation, éviction totale et immédiate.

Critiques :

On ne trouve pas de fondement empirique, on n'observe pas de baisse de la consommation privée quand la dette publique augmente.

Le modèle suppose que le problème du chômage est résolu.

Les critiques de l'équivalence ricardienne par Barro lui-même (1989) :

- les agents ne sont pas éternels : continuent à consommer sans épargner. Suite à une hausse d'impôt future ou une baisse d'impôt aujourd'hui, ils continuent à consommer sans forcément augmenter leur épargne.
- Incertitude sur les revenus et impôts futurs (politiques publiques).
- Les impôts sont endogènes à la dépense publique passée car la dépense publique influence le revenu qui influence le montant d'impôt.
- L'équivalence repose sur l'hypothèse de plein emploi : pas besoin de relance keynésienne. Chômage donc face à l'augmentation de la dette, ajustements quantitatifs à court terme.

Malgré ces limites, cette "équivalence" est au cœur de la théorie néo keynésienne du nouveau consensus.

C. Effet multiplicateur, où en est-on ?

2010 (après la crise et les politiques de relance) : pour l'OCDE, la commission européenne, le FMI etc on doit mener des politiques d'austérité nécessaires et politiques de "consolidation budgétaire". Besoin de réduire les dépenses publiques. Cette idée a été soutenue par un petit groupe de néo keynésiens qui se sont "radicalisés", ce groupe va être influent au niveau politique et il va prôner l'austérité comme moyen d'expansion.

Giavazzi et Pagano (1990) : la thèse d'une austérité expansionniste. Avec l'hypothèse selon laquelle l'austérité ferait baisser la dette, baisse du taux d'intérêt et hausse du revenu. Auteurs qui viennent de l'université Bocconi de Milan. Afin de développer cette thèse, il faut supposer que le taux d'intérêt est une fonction croissante des dépenses publiques (quand les dépenses publiques, le taux d'intérêt augmente ce qui fait diminuer l'investissement privé) et ils font aussi référence l'équivalence ricardienne (hausse des dépenses publiques et anticipations de la hausse des impôts donc baisse de la consommation) \Rightarrow le multiplicateur devient cette fois ci négatif.

Double effet :

- L'augmentation des dépenses fait baisser l'investissement et la consommation.

Austérité \Rightarrow Dette \downarrow \Rightarrow taux d'intérêt \downarrow \Rightarrow $Y \uparrow$

$\Rightarrow k < 0$ et i est une fonction décroissante de G

Effet $I \downarrow$ + équivalence ricardienne

Ces idées n'ont jamais fait l'unanimité dans notre discipline.

Des doutes sur les méthodes au sens où, d'un point de vue empirique, les mécanismes décrits ne sont pas constatés, les hypothèses du modèle.

- Critiques de l'austérité
a) Sur le plan théorique :

Critiques parmi les keynésiens mais aussi néo keynésiens.

Ils considèrent l'importance des comportements non ricardiens \Rightarrow on ne constate pas d'augmentation de l'épargne et de baisse de la consommation quand les dépenses publiques augmentent. Ils vont insister sur la présence de comportements non ricardiens.

Gami et al. (2007) Journal of the European Economic Association

Eggertsson et Krugman (2012) Quarterly Journal of Economics

⇒ Rejet de l'équivalence ricardienne car les ménages sont contraints sur leur endettement en situation de récession. En cas de crise, les agents ne consomment pas suffisamment et l'économie a besoin d'une politique budgétaire expansionniste pour limiter ces baisses de consommation ⇒ multiplicateur keynésien qui réapparaît.

⇒ Le multiplicateur redevient positif.

b) Sur le plan empirique :

Auerbach et Gorodnichenko (2011) NBER WP, et (2012) American Economic Journal : Economic policy.

La valeur du multiplicateur peut être élevée, elle n'est pas stable (non linéarité). Le multiplicateur fluctue selon le cycle (proche de 0 en phase haute du cycle, c'est-à-dire proche du plein emploi et pourrait atteindre des valeurs de 2 voire 3 en phase de récession).

Effet multiplicateur différencié entre dépenses publiques et impôts.

Les politiques budgétaires et fiscales restrictives ne doivent pas avoir lieu en dehors des périodes d'expansion. Sinon, on plonge les économies dans la crise.

Baisses de dépenses publiques ⇒ pire chose à faire en phase de récession ou de faible croissance.

Le mea culpa du FMI : Blanchard et Leigh (2013) ils reconnaissent avoir sous-estimé la taille du multiplicateur en 2009 et au moment de la mise en place de politiques d'austérité en 2010/2011. Les multiplicateurs n'étaient pas de 0,5 comme ils l'avaient annoncé pour justifier les politiques d'austérité mais plutôt de 1 à 1,7. En 2013, Blanchard et Leigh publient un document de travail du FMI, il consiste simplement à reconnaître que les estimations économétriques faites en 2010 pour défendre l'austérité comportaient des erreurs.

"erreurs" en 2010 : sous estimation des multiplicateurs.

$k >$ ou égal à 1,5.

c) The proof of the pudding

Proverbe anglais : the proof of the pudding (...is in the eating).

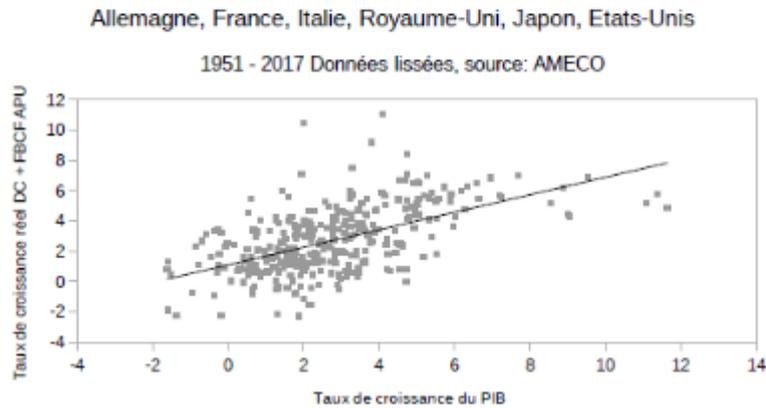
Signification : la preuve par les faits, ou seuls les faits parlent.

Bocconi vs post 2013 : qui a finalement raison ? Qui de l'austérité ou de l'approche keynésienne ?

Corrélation positive entre le taux de croissance réel du PIB et celui des dépenses publiques en biens et services ⇒ expression assez directe du multiplicateur, si il égal à 0, on n'aurait pas eu de loin entre les deux variables. Si le multiplicateur était négatif (Bocconi) on aurait eu une corrélation négative.

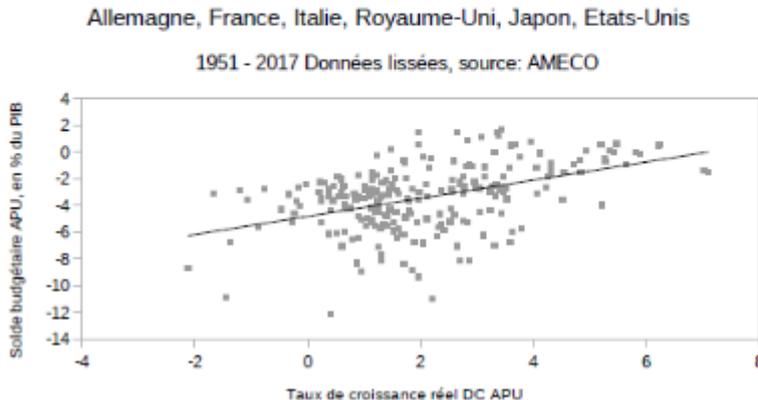
Causalité ? oui l'activité économique (PIB) est le résultat d'une série de décisions privées/publiques alors que les dépenses de consommation et d'investissement publics sont le fruit des choix politiques de nos gouvernants qui décident ou non de faire ceci ou cela.

Corrélation entre le taux de croissance réel du PIB et celui des dépenses publiques en B&S ($C_{APU}+I_{APU}$)



Dépenses publiques \Rightarrow consommation et investissement des APU.

Corrélation entre le taux de croissance réel de DCF_{APU} et le solde budgétaire (recettes - dépenses) en % du PIB



Corrélation positive entre le taux de croissance de la dépense de consommation réelle des APU et le solde budgétaire : plus la dépense publique augmente, plus le solde est positif. Monde keynésien. Plus ils font de l'austérité, plus le solde budgétaire se dégrade.

Les finances publiques ne fonctionnent pas comme les finances privées au sens où pour un ménage ou une entreprise veut améliorer ses comptes, il doit réduire ses dépenses. Si on veut améliorer les dépenses publiques, les réduire détériore leurs finances car les APU sont un acteurs clés de l'environnement économique quinoa sur l'activité par leurs dépenses, ce qui rétroagit sur leurs recettes. Les recettes fiscales sont endogènes à l'activité et l'activité est endogène à la dépense.

La dynamique des recettes publiques dépend de la dynamique des dépenses.

Chapitre 4 : la dynamique de la dette publique

1. Les contreparties de la dette publique

A. Le versant financier

- Les contreparties financières de la dette publique

Dettes publiques présentées comme un fardeau pour les générations qui arrivent.

Lorsque l'Etat dépense plus que ses ressources ne lui permettent, il le fait au dépens des générations futures. Nous allons voir que cette critique est fautive, elle revient à critiquer toute forme d'endettement. Or, on ne peut pas rejeter l'endettement car c'est par celui-ci que l'on peut acquérir des biens où il faudrait des longues années d'épargne afin de pouvoir les acquérir.

La dette améliore le bien être aujourd'hui car on a des besoins immédiats qui vont être servis.

Sur le plan financier, l'endettement est forcément une épargne pour quelqu'un, l'endettement des uns permet aux autres de placer leur épargne. On doit tenir compte de qui sont les débiteurs (qui est endetté) et qui sont les créanciers. A partir d'une équation comptable, il n'y a pas de transferts financiers intergénérationnels. Le transfert financier est nécessairement intra générationnel entre celui qui prête et celui qui emprunte.

Si on raisonne sur le bilan, une dette financière figure au passif du bilan de l'agent économique qui contracte. Si un agent s'endette, c'est qu'il a trouvé quelqu'un qui va lui prêter, donc le prêteur ou le créancier fait figurer des créances à l'actif de son bilan. De fait, s'il y a beaucoup de dette dans une économie, c'est qu'il y a beaucoup de créances, beaucoup d'épargne.

Ainsi, à tout moment du temps, la somme des dettes est égale à la somme des créances. Il y a bien des transferts par les dettes et par les créances mais ils n'ont pas lieu entre des générations mais entre des groupes sociaux contemporains.

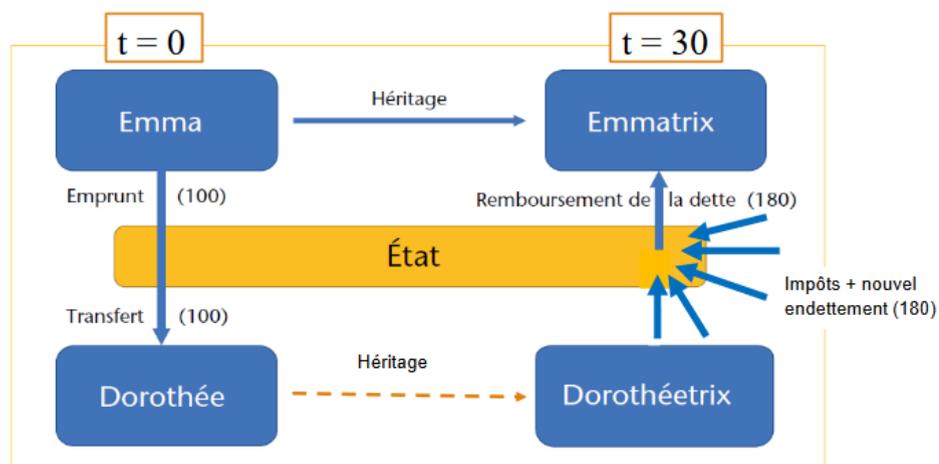
Ce qui est transmis d'une génération à l'autre : transferts de dette ET de créance.

Les générations futures héritent collectivement certes de la dette publique mais certains des membres des générations futures héritent aussi des créances.

En émettant de nouvelles dettes, les APU s'endettent auprès des générations actuelles et remboursent la dette aux générations futures.

La problématique financière comprend des transferts de ressources entre chaque génération et non entre les générations.

Source : X. Ragot « Plus ou moins de dette publique en France ? », (Policy Brief de l'OFCE, janvier 2021)



L'Etat veut emprunter 100 sur 30 ans.

Transfert de Emma à Dorothée, au sein de la même génération via la dette publique. Emmatrix hérite de la reconnaissance de dette, l'Etat prélève un nouvel impôt, toute la génération d'Emmatrix vont devoir participer, Xavier Ragot cite plusieurs cas limites :

- Si c'est Dorothée qui paie la totalité de l'impôt, c'est elle seule qui subit le coût de la dette publique car elle n'a pas hérité d'une reconnaissance de dette.
- Si Emmatrix doit payer l'impôt, celle-ci paie plus d'impôt mais elle reçoit aussi le montant de la reconnaissance de dette, donc cela va être neutre pour elle,
- l'ensemble de la génération TRIX va participer à l'impôt et donc va payer les impôts et recevoir le montant du remboursement de la dette.

Effet redistributif direct de la dette publique: plus de dette publique c'est d'abord plus de redistribution au sein de chaque génération.

Rejet de cette limite.

Deuxième limite : si on considère que l'on prête à l'Etat plutôt qu'à des entreprises privées, Emma a empêché des investissements productifs privés qui auraient stimulé la croissance (effet d'éviction), excédent d'épargne plutôt que d'une épargne insuffisante qui empêcherait des investissements privés.

- Pourquoi le secteur privé prête-t-il aux APU ?

Bons du Trésor achetés par d'autres agents de l'économie. Pour les autres agents, les bons du trésor sont un moyen de placer leur épargne de manière sûre même si elle n'est pas trop rémunérée.

Pourquoi sont-ils sûrs ? Car les pays ont tout intérêt à pouvoir continuer à emprunter, ils veulent pouvoir continuer à emprunter, priorité élevée au remboursement de la dette. De plus, si un pays n'est pas particulièrement solvable, les obligations souveraines restent plus sûres que les autres titres que les autres alternatives nationales.

Diversification du risque qui est créée, effectuée par ses gestionnaires d'actifs de manière à optimiser un arbitrage entre rendement et risque, ils vont constituer des portefeuilles qui comportent un petit peu de chaque sorte d'actifs (rendements élevés mais très risqués et rendement faibles mais plus sûrs). Face à cette gestion des portefeuilles d'actifs, il existe une demande de dette publique, désirée. Demande de titres publics que les investisseurs vont devoir placer à côté d'actifs très risqués. Plus les placements financiers sont élevés, plus les demandes de dette publique sont élevées afin de diversifier les risques.

Les bons du trésor ne sont pas risqués et apportent un petit rendement réel (même si les taux d'intérêt sont négatifs).

Autre actif non risqué mais dont le rendement réel peut être négatif (en présence d'inflation): la monnaie.

Les agents, une fois qu'ils ont satisfait leur demande de monnaie, ils auraient une stricte préférence pour les bons du trésor qui auraient un rendement réel positif.

Pour un État "sérieux", il est facile de placer ses bons du trésor auprès des acheteurs d'actifs car par rapport à la monnaie, il y a un léger rendement positif et les titres publics font partie des portefeuilles de titres bien diversifiés.

Que serait un monde sans dette publique ? Les agents se contenteraient de diversifier leur portefeuille entre actions, obligations et monnaie, pas de bons du trésor. L'absence de bons du trésor limite les possibilités de diversifier les portefeuilles \Rightarrow limite le développement de la finance. La finance s'est développée en même temps ou grâce à l'endettement des Etats. La finance a besoin de l'Etat car il anime et organise par ses titres, les marchés financiers. Si les Etats ne s'endettent pas, la finance va en pâtir car les portefeuilles de titres seront moins diversifiés. Co évolution de la finance et de l'Etat.

- La relation inverse entre dette privée et dette publique au cours du cycle des affaires, principes de finance fonctionnelle

Si cette augmentation de la dette devient de politiques volontaires, on parle de politiques discrétionnaires. C'est une politique qui décide à un moment donné de faire de nouvelles dépenses publiques, de faire baisser les impôts. On peut étudier l'effet de ces politiques discrétionnaires sur le solde budgétaire et donc sur la dette. On va regarder le rôle du secteur privé dans l'évolution de la dette publique mais en l'absence de politique discrétionnaires. Lien entre ce qu'il se passe dans le secteur privé et l'évolution de la dette publique. Pas de politique volontariste et les règles socio-fiscales (calcul d'impôt, prestations sociales...) sont données et inchangées.

Deux cas :

- Quand le secteur privé entraîne une baisse du ratio de dette publique, on suppose que la demande émanant du privé augmente. Si elle augmente, alors l'épargne du secteur privé baisse et/ou son endettement augmente. Cette augmentation de la demande \Rightarrow PIB augmente, les ménages paient plus d'impôts, perçoivent moins de prestations sociales (rôle des stabilisateurs automatiques), mécaniquement, le solde budgétaire s'améliore et la dette publique diminue. cadre où il n'y a pas de politique discrétionnaire. La dette privée, si l'impulsion initiale provient d'une augmentation de l'investissement privé, alors les entreprises se sont endettées, si elle provient d'une augmentation de la consommation financée par la stock d'épargne des ménages, alors, dans les deux cas, la dette privée nette augmente. C'est parce que la dette privée a augmenté que la dette publique a diminué. Ratio dette publique/PIB baisse doublement car le numérateur baisse, double effet donc le ratio de baisse diminue sans que l'Etat n'ait fait quoi que ce soit pour le réduire.
- Cas où ... : si la demande du privé baisse, les agents ne s'endettent pas pour investir, collectivement, les ménages ne puisent pas dans leur épargne pour consommer plus, au global, on est dans un cas où les secteurs privés empruntent moins et épargnent plus, la dette privée va donc diminuer. Baisse du PIB et donc du revenu, mécaniquement, l'Etat perçoit moins d'impôt (qui dépend du revenu) et va devoir verser plus de prestations sociales. Le solde budgétaire se détériore et la dette publique augmente. C'est parce que la dette privée a diminué que la dette publique a augmenté.

Quand la dette privée diminue, quand l'épargne nette augmente, si il y a plus d'épargne, il faut la placer, demande de titres par le secteur privé qui a plus d'épargne à placer, il y a aussi plus d'offre de titres de dette publique car il y a plus de dette publique. Finalement, le ratio dette publique/PIB augmente doublement car la dette augmente et le PIB ralentit. Au total, on a un accroissement de la dette publique qui provient de l'augmentation de la demande de titres des ménages et des entreprises qui épargne plus. En période de récession, l'offre de titres de dette publique répond mécaniquement au fait que les ménages et les entreprises préfèrent épargner plutôt que de consommer et investir.

Pourquoi ne préfèrent-ils pas consommer et investir ?

Rôle de l'idéologie qui glorifie l'épargne, inégalités, réformes fiscales

- B. Les contreparties réelles : enjeux intergénérationnels
 - Analyse en termes de bilan

Les dettes figurent dans deux bilans à la fois. Quand il y a une dette, il n'y a pas que des éléments financiers, on doit tenir compte des contreparties non financières de la dette qui figurent seulement à l'actif de l'emprunteur. Il s'agit de tout ce que la dette va permettre de s'approprier.

Exemple d'un couple qui a des enfants et qui s'endettent pour acquérir un logement : contrepartie non financière réelle de la dette, figure à l'actif du bilan. Passif, on a une dette, à l'actif, on a un logement.

Bilan du prêteur : à l'actif, titre de dette.

Valeur d'usage du logement, contrepartie réelle qui rapporte une valeur d'usage qui augmente le bien être du ménage qui peut jouir de son logement. Si le couple décide alors qu'il n'a pas fini de rembourser sa dette. De quoi héritent les enfants ? Les enfants ont profité de la valeur d'usage, de plus, on doit considérer la valeur nette du patrimoine (situation nette du patrimoine = si la dette est en partie remboursée et si le marché de l'immobilier ne s'est pas effondré, la situation nette est positive, les enfants héritent de la valeur d'échange de la maison - ce qu'il reste à rembourser de la dette). La valeur nette du patrimoine est indicateur de comptabilité nationale, actif (non financiers + financiers) - passif (forcément financier). Si le marché de l'immobilier s'est effondré et que la valeur nette est négative, tant qu'elle n'est pas vendue, il n'y a pas de perte. Ce qui est transféré c'est un patrimoine net c'est-à-dire des actifs financiers et non financiers nets de dettes. Ces dettes contribuent à former les actifs non financiers, c'est-à-dire le patrimoine qui est utile à une valeur d'usage.

Ce qui peut poser problème : les dettes nettes voire pire, les dettes qui n'ont pas de contrepartie réelle (éventuellement une dette de jeu, elle vient du joueur ou quand une entreprise s'endette pour acheter une autre entreprise).

L'Etat n'est pas une entité comme les autres, on sait que l'Etat influence, condition même d'existence de l'environnement économique et de ses règles. Son horizon temporel n'est pas de quelques dizaines d'années, il se compte en siècle voire en millénaires. Il peut donc rouler sa dette, il peut émettre un nouveau titre de dette pour rembourser une dette. On rembourse un titre à l'échéance par l'émission d'une nouvelle dette, pas les mêmes contraintes de remboursement qu'un agent privé.

La comptabilité publique ne fonctionne pas comme la comptabilité privée, pour un agent privé, les ressources déterminent les dépenses. Pour l'Etat, c'est l'inverse, les recettes fiscales sont déterminées par la dépense publique. Le plein emploi limite les capacités de dépense, l'Etat peut dépenser mais cela ne va pas jouer sur les recettes, cela va plutôt créer de l'inflation.

Il y a des transferts intergénérationnels de patrimoine non financiers, ce qu'il se passe entre les générations, au niveau financier, c'est les dettes et les créances qui sont transférés et en terme réel, c'est les actifs non financiers qui sont transférés.

- L'investissement public au sens de la comptabilité nationale

Il est admis en économie que l'Etat doit investir dans des infrastructures publiques car elles servent le commerce et l'industrie. Si les APU ne le font pas, personne ne le fera.

Quand les APU investissent, cela contribue à la croissance (élément de la demande globale), comme les recettes fiscales dépendent du revenu, alors investir dans des infrastructures contribue aussi à accroître les recettes fiscales futures.

Faire un investissement (gros) cela suppose de pouvoir réunir une énorme somme d'argent sur un temps court, depuis le 18ème siècle, on considère qu'il n'est pas fondé de financer un gros investissement par une nouvelle recette (un nouvel impôt) mais il faut s'endetter. On doit financer l'investissement par l'endettement car cet investissement génère des revenus qui permettront de rembourser l'endettement.

Les dépenses publiques d'investissement contribuent au stock de capital public ⇒ augmenter les conditions de l'activité privée.

réduire ses dépenses afin de réduire l'endettement, on va considérer que l'on va réduire de manière durable l'efficacité des conditions d'activité du privé et du bien être des populations.

Le patrimoine public constitué au fil des siècles par de l'investissement public est la contrepartie non financière au sens strict (de la comptabilité nationale).

Si les Etats ne s'étaient pas endettés, ils auraient moins accumulé de dette donc moins d'investissement.

Est-ce raisonnable de parler d'héritage de la dette publique en termes de fardeau alors que l'on a vu qu'il n'y a pas de transferts financiers entre les générations (créances qui sont aussi transférées). Ces dettes ont permis de constituer un patrimoine public qui lui est transféré.

- L'investissement public au sens large

Éléments plus immatériels que ce que l'on a vu : investissement au sens large, pas seulement la FBCF.

D'un point de vue conceptuel, pas cohérent d'en rester à une définition strictement comptable de l'investissement.

Les dépenses en R et D sont des dépenses en investissement même si dans la CN, ces dépenses n'ont été enregistrées en FBCF que depuis 2010.

D'un point de vue large, contribue à améliorer le capital éducatif, sanitaire, de l'économie. Améliorer la qualité de la force de travail qui sera en meilleure santé et plus formée ⇒ améliorer l'efficacité productive de la main d'œuvre, le bien être des ménages.

En théorie, on considère ces dépenses comme de l'investissement.

Ces dépenses sont aussi des contreparties réelles à l'endettement public.

La distinction que l'on fait en CN entre dépenses de fonctionnement (salaires + consos intermédiaires) et les dépenses d'investissement est trop étroite pour justifier ce qui doit être financé par l'impôt ou ce qui doit être financé par la dette.

Les dépenses courantes publiques financent aussi de l'investissement au sens plus large.

La dépense publique agit immédiatement sur la demande mais elle agit aussi à plus long terme sur l'offre. Quand on dit que la dépense publique agit immédiatement : les APU font une dépense qui agit sur les conditions d'offre (à plus long terme).

- La dépense publique et ses effets sur l'activité

Il faut tenir compte de ce que l'on a dit sur le rôle de la dépense publique autonome qui agit au niveau macroéconomique de manière identique à l'investissement privé.

Non seulement l'investissement public a un rôle pour préparer l'avenir en termes d'investissement mais l'ensemble de la dépense publique autonome a aussi un rôle.

On considère que le rôle de la dépense publique (multiplicateur, cf chapitre 3) était d'améliorer la croissance, situation macroéconomique meilleure. Si on considère ce point là, on considère que les APU interviennent sur la trajectoire macroéconomique des pays, sur les conditions de la croissance et que les générations futures vont hériter d'une situation macroéconomique meilleure.

Finalement, ça a un sens de s'intéresser à la dette que tu point de vue des choix de politique économique.

2. La contrainte budgétaire de l'Etat
 - L'évolution de la dette en niveau absolu

Variation de la dette entre $(t - 1)$ et t : $D_t = D_{t-1} + \text{Déficit}_t$

Déficit public : $\text{Déficit}_t = G_t - T_t + r_t \times D_{t-1}$

- G_t : dépenses publiques hors transferts ;
- T_t : recettes fiscales nettes des transferts ;
 $\Rightarrow G_t - T_t$: déficit primaire de l'année t ;
- D_{t-1} : dette publique à la date $t - 1$;
- r_t : taux d'intérêt;
 $\Rightarrow r_t \times D_{t-1}$: charge de la dette pour l'année t ;

Déficit = besoin de financement à couvrir via l'endettement.

D'une année à l'autre, la variation de la dette c'est le déficit.

Dépenses publiques : engagées une année données et les charges (ou le service) de la dette.

$$\Delta D_t = D_t - D_{t-1} = \text{Déficit}_t$$

$$\Delta D_t = \underbrace{G_t - T_t}_{\text{Déficit primaire}} + \underbrace{r_t \times D_{t-1}}_{\text{Charge de la dette}}$$

Comment stabiliser la dette ?

$$D_t = D_{t-1} \Leftrightarrow \underbrace{T_t - G_t}_{\text{excédent primaire}} = r_t \times D_{t-1}$$

- Le ratio dette/PIB

Si les prêteurs pensent que le gouvernement va se trouver en difficultés, alors ils réclament un taux d'intérêt plus élevé qui comprend une prime de risque.

$$d_t = \frac{D_t}{Y_t}$$

$$D_t - D_{t-1} = r_t \times D_{t-1} + G_t - T_t$$

$$D_t = (1 + r_t) \times D_{t-1} + G_t - T_t$$

$$\frac{D_t}{Y_t} = (1 + r_t) \times \frac{D_{t-1}}{Y_t} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

Soit g_t le taux de croissance du PIB entre $t - 1$ et t : $Y_t = (1 + g_t) \times Y_{t-1}$

$$\frac{D_t}{Y_t} = (1 + r_t) \times \frac{D_{t-1}}{(1 + g_t) \times Y_{t-1}} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

$$\left(\frac{D_t}{Y_t}\right) = \frac{1 + r_t}{1 + g_t} \times \left(\frac{D_{t-1}}{Y_{t-1}}\right) + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

$$d_t = \frac{1 + r_t}{1 + g_t} \times d_{t-1} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

Lorsque r et g sont petits : $\frac{(1+r)}{(1+g)} \approx 1 + r - g$

⇒ Équation d'évolution du ratio Dette/PIB :

$$d_t = (1 + r_t - g_t) \times d_{t-1} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

$$\Delta d_t = (r_t - g_t) \times d_{t-1} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

*

Interpréter l'équation comptable

$$\Delta d_t = (r_t - g_t) \times d_{t-1} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

- ✓ Ce qui compte c'est l'écart du taux d'intérêt au taux de croissance
- ✓ **Comment stabiliser le ratio dette/PIB ?**

$$d_t = d_{t-1} \Leftrightarrow \Delta d_t = 0$$

$$\Leftrightarrow \frac{T_t - G_t}{Y_t} = (r_t - g_t) \times d_{t-1}$$

- ✓ Pas de recours à la Banque Centrale pour se financer et/ou pour fixer les taux d'intérêts
- ✓ Ce pays doit s'en remettre entièrement au jugement des intermédiaires financiers
- ✓ Exemple numérique
 $Y = 2000$ et $D = 2000 \Rightarrow d = 100\%$,
 $g = 2\%$ et $r = 3\% \Rightarrow$ surplus primaire requis pour stabiliser le ratio de dette :
1% du PIB
- ✓ Prime de risque
- ✓ Si r passe à 4%, $r - g = 2\% \Rightarrow$ surplus primaire requis passe à 2% du PIB
- ✓ caractère auto réalisateur des anticipations des créanciers

Si les prêteurs pensent que le gouvernement va se trouver en difficultés, alors ils réclament un taux d'intérêt plus élevé qui comprend une prime de risque.

Il sera de plus en plus difficile de maintenir le ratio de dette stable par la montée des taux d'intérêt.

- Où se situe le clivage théorique ?

Effet multiplicateur vs Effet d'éviction

$$\Delta d_t = (r_t - g_t) \times d_{t-1} + \frac{G_t - T_t(Y_t)}{Y_t}$$

Approche keynésienne :

- ✓ $Y_t = Y(G_t)$ et $g_t = g(G_t)$ fonctions croissantes
- ✓ $r_t =$ fonction de la politique monétaire indépendant de G_t

Effets d'éviction :

- ✓ $r_t = r(G_t)$ fonction croissante ; effet multiplicateur faible à CT ou nul

Approche de l'« austérité expansive » (Bocconi) :

- ✓ $r_t = r(G_t)$ fonction croissante et $g_t = g(G_t)$ fonction décroissante

Si on fait une politique d'austérité, baisse de Y et baisse du taux de croissance g , le ratio de dette augmente.

Dans l'approche IS-LM, si on baisse les dépenses publiques G , cela diminue le taux d'intérêt. Le multiplicateur est faible ou nul, au final, ça veut plutôt baisser le ratio de dette car le taux d'intérêt aurait baissé.

- Le lien entre inflation et ratio dette/PIB

-
- ✓ L'inflation réduit la valeur réelle de la monnaie.
 - ✓ L'inflation favorise les emprunteurs et lèse les prêteurs.
 - ✓ La valeur réelle de la dette publique $\left(\frac{D}{P}\right)$ diminue avec l'inflation
 - ✓ Le ratio dette/PIB diminue avec l'inflation : $\Delta d_t = (r_t - g_t) \times d_{t-1} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$
 - d_{t-1} ne varie pas (à court terme) avec l'inflation
 - Y_t augmente avec l'inflation
 - Les recettes budgétaires augmentent avec l'inflation

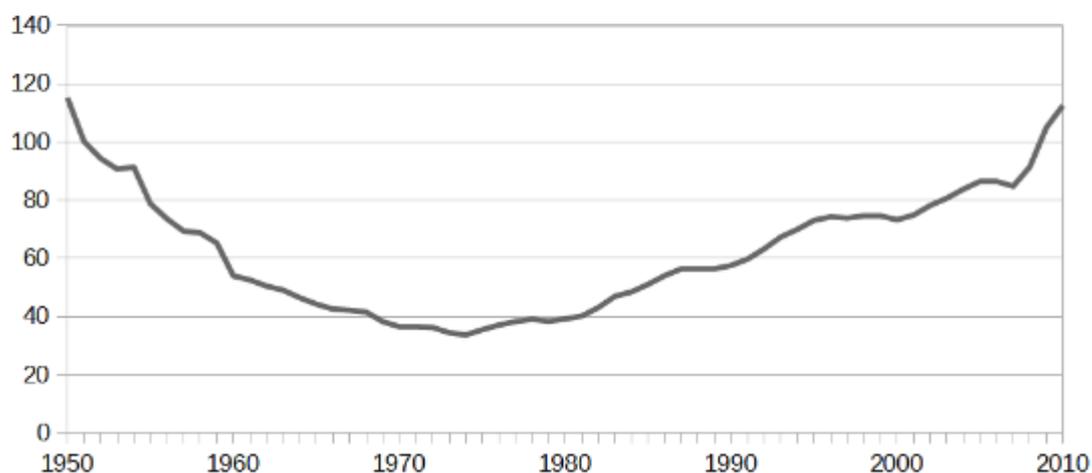
La dette nominale c'est celle qui sert aux calculs des intérêts, la charge de la dette reste donc inchangée.

3. Trajectoires longues : comprendre la montée de la dette publique depuis 40 ans
 - L'évolution du ratio de dette en longue période

Graphique : Courbe en U du FMI

Endettement public en % du PIB, G7, 1950-2010

Source : FMI (2010)



On peut constater de l'après guerre au milieu des années 1970 une baisse des ratios d'endettement et du milieu des années 1970 à 2010, une montée des ratio d'endettement;

Cette courbe résume les liens entre ratios de dette publique et les trajectoires macroéconomiques, certains diront les modes de production car ces deux périodes traduisent deux régimes macroéconomiques ou deux régimes d'accumulation.

Premier régime : 1950, taux d'endettement supérieur à 100% jusqu'en 1974 avec un ratio de 33% ⇒ Trente Glorieuses et à des finances publiques que l'on dit keynésiennes.

A partir de la fin des années 1970, Jusqu'à l'atteinte de plus de 100% en 2010 ⇒ période où des politiques d'austérité ont été entamées et en 2010, la grande nouveauté c'est qu'on retrouve des ratio d'endettement de la fin de la seconde guerre mondiale sauf que là, les économies ne sortent pas d'une grande guerre.

Comprendre les causes principales qui vont expliquer la hausse d'endettement car ça ne peut plus être la guerre.

Pendant les Trente Glorieuses, globalement, c'est la période de déploiement des politiques keynésiennes. Fort dynamisme de la dépense publique qui augmente bien plus vite que le PIB. Pourtant, le ratio de dette diminue, car la politique monétaire a su maintenir son taux d'intérêt au dessus de son taux de croissance : $r-g < 0$ et donc il est très facile de stabiliser voire de baisser le ratio de dette même avec un déficit primaire.

La fin des années 1970 marque le tournant libéral et un changement fondamental des politiques économiques. On va chercher à réduire les dépenses publiques mais aussi la progressivité de l'impôt. Cette phase va correspondre à la montée des ratios d'endettement. Le mode de gouvernance des entreprises change, courbe en U des dividendes : ce qui est privilégié c'est la distribution des dividendes aux actionnaires ce qui fait que l'on a moins d'investissement, rendement de l'actionnaire privilégié.

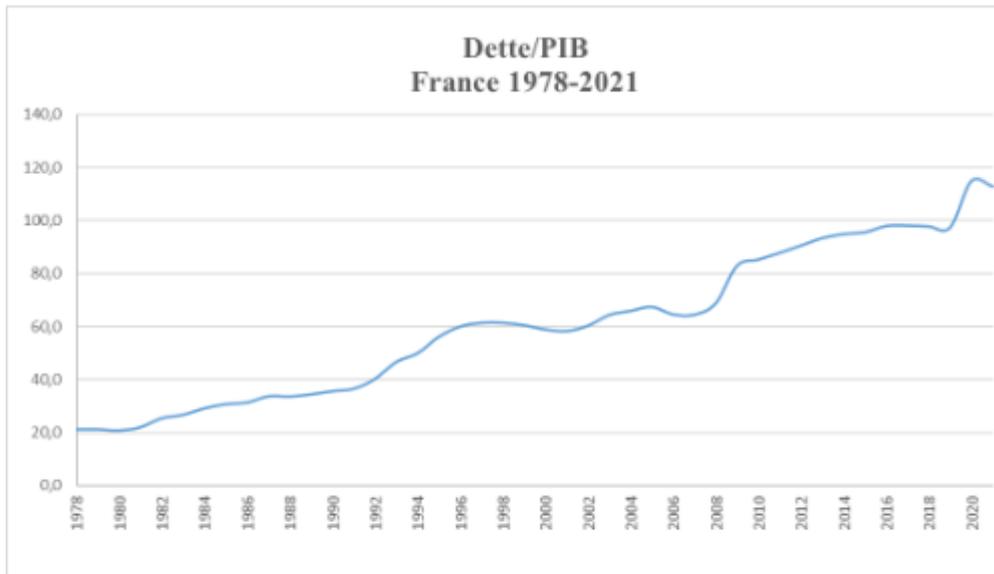
En Europe, à partir de 1983, on a la mise en place des politiques de désinflation compétitive qui vont avoir pour objectif la lutte contre l'inflation, qui vont aussi se traduire par des taux d'intérêt plus élevés. Pour la France, cela se traduit par une baisse de la progressivité de l'impôt. C'est la dynamique de croissance et la trajectoire macroéconomique des pays qui vont changer de manière radicale et cela affecte le compte public ⇒ montée des ratios de dette.

Problématique du double dividende : poser autrement le problème de la dette. Sur cette période des années 80-90 etc, les ménages aisés ont profité des baisses d'impôts liées à la baisse de la progressivité. Les ménages aisés vont épargner, les pays s'endettent donc cela tombe bien.

Les ménages aisés ont bénéficié des baisses d'impôt pour augmenter leur épargne et acquérir davantage de titres de dettes et percevoir les intérêts de la dette. Redistribution à l'envers : les ménages aisés perçoivent les intérêts de la dette, donc entre la même génération y'a une circulation de flux car tout le monde paie les impôts qui vont servir aux intérêts de la dette versés aux ménages aisés qui ont acheté des titres de dette.

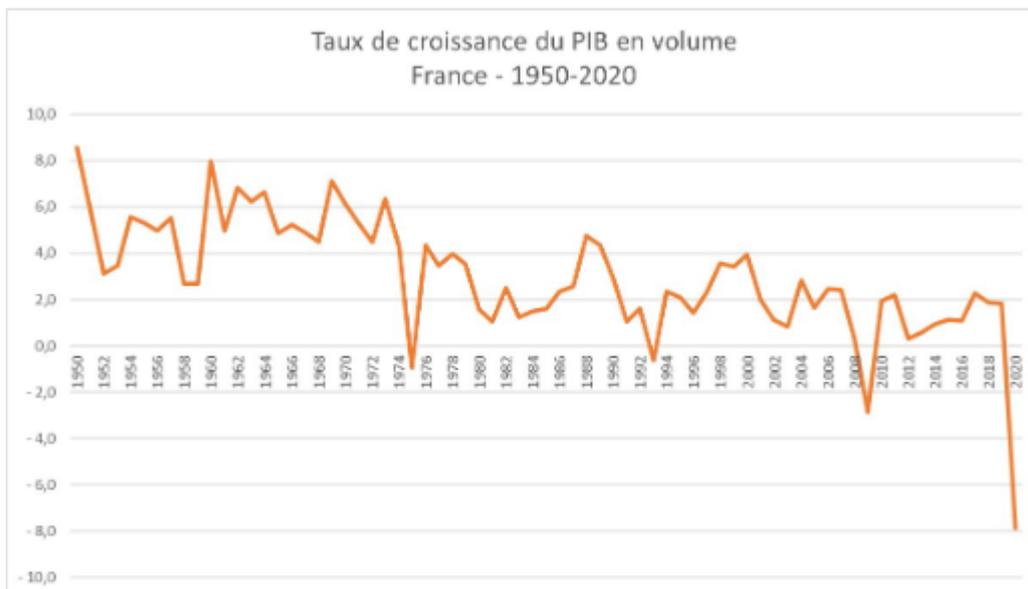
- Comment expliquer la tendance longue à la hausse ?

Cas de la France :



$$\Delta d_t = (r_t - g_t) \times d_{t-1} + \frac{G_t - T_t}{Y_t}$$

En France, notre point bas c'est 1978 : ratio de dette à 20%. 2020 : 120%.

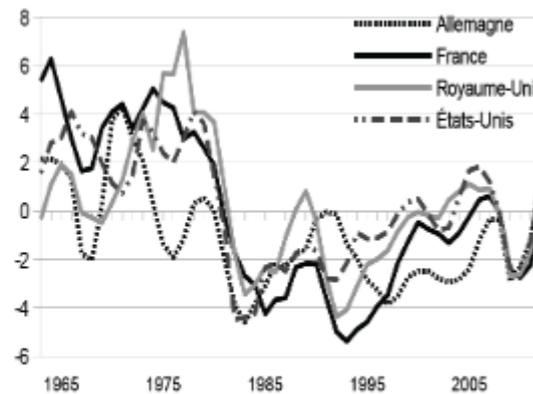
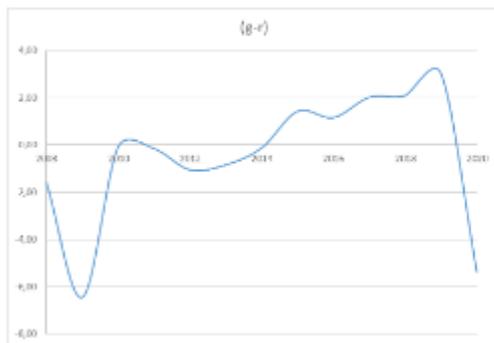
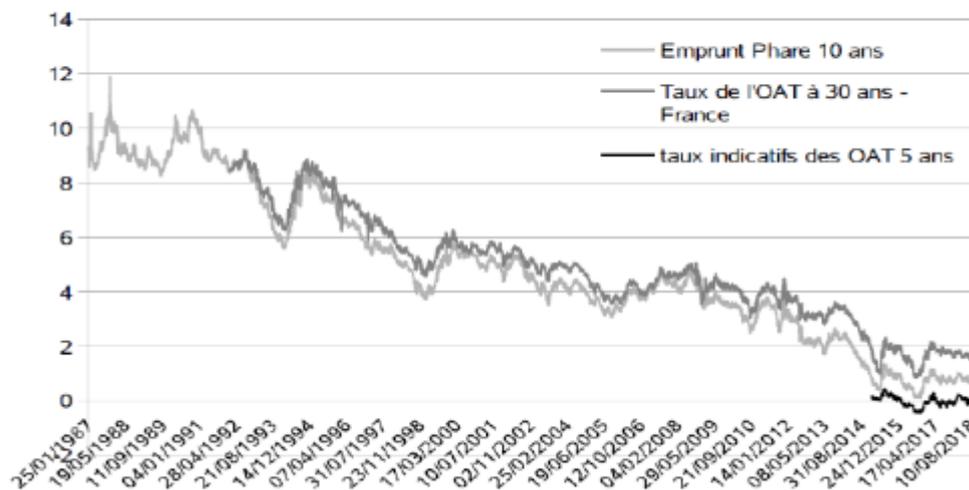


Depuis 1950, on constate un ralentissement général de la croissance. Plus G est élevé plus l'effet boule de neige est faible.

	1961-1969	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2007	1961-2007
États-Unis	4,69	3,32	3,04	3,21	2,60	3,37
Royaume-Uni	2,90	2,42	2,48	2,20	3,16	2,63
Allemagne	4,39	3,27	1,96	2,17	1,63	2,68
France	5,64	4,16	2,29	1,87	2,06	3,20
Total	4,40	3,29	2,44	2,36	2,36	2,97

La France n'est pas un cas particulier, elle a le même profil de croissance.

Taux des OAT, 1987-2018, source: BdF



Graphique 14. Écart entre les taux nominaux de croissance et d'intérêt de long terme, lissage par moyennes mobiles (3 ans), 1963-2012. Source: Ameco.

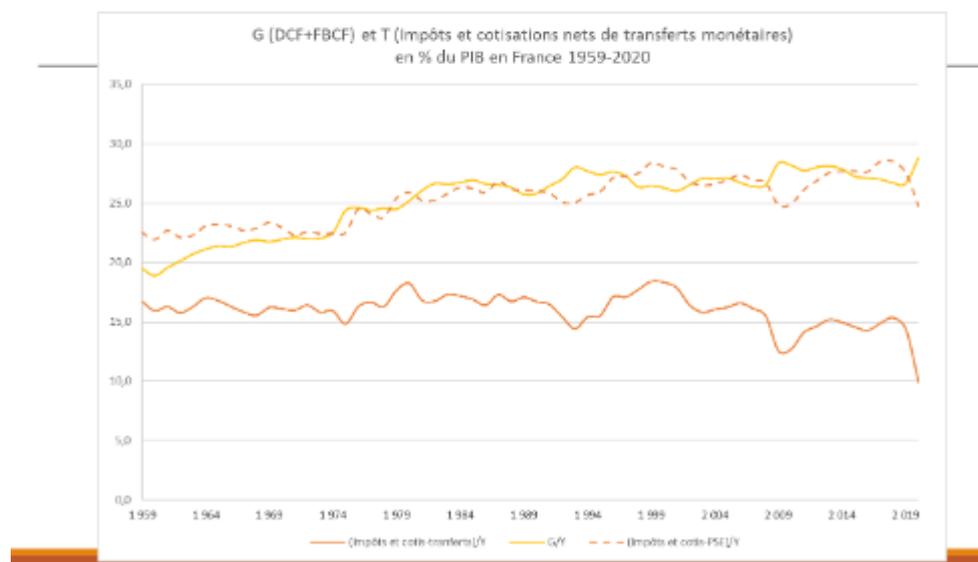
L'effet boule de neige rend compte du fait que les taux d'intérêt élevés font augmenter la dette plus vite que la croissance ne permet d'augmenter la taille du dénominateur \Rightarrow hausse auto entretenue du ratio de la dette.

Depuis 2010, l'écart entre g et r est très faible et quand il y a un écart positif, cela vient du fait que r est très faible sachant que g est faible aussi.

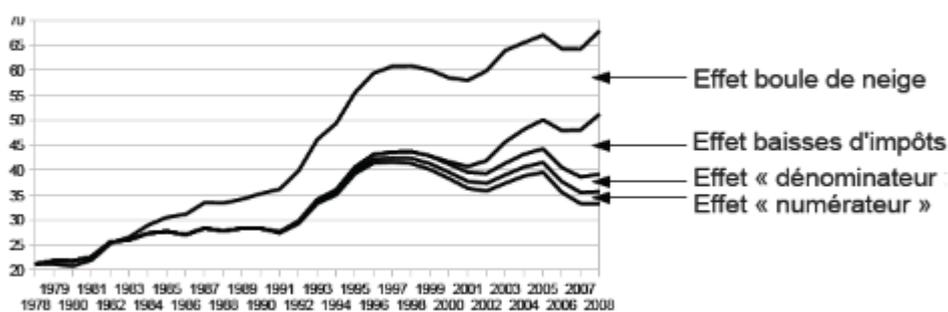
2009/2020 : écart négatif très important.

Entre 1965 et milieu des années 1970, l'écart entre g et r est positif, période des 30 glorieuses, pas d'effet boule de neige.

b) Évolution du ratio de déficit $\frac{G-T}{Y}$



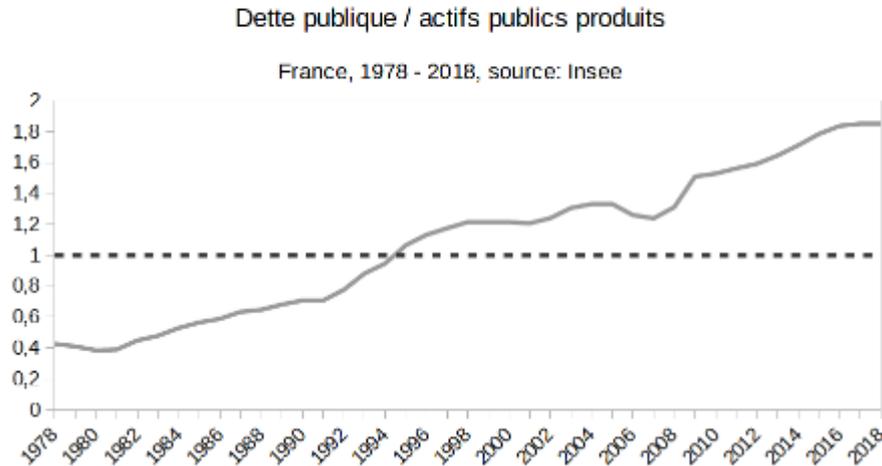
c) Décomposition de l'évolution du ratio de dette entre 1978 et 2008



Graphique 20. Simulation de la part des principaux déterminants à la hausse du ratio d'endettement public, en % du PIB, France, 1978-2008.

La courbe du haut : évolution du ratio D/Y .

d) Les contreparties réelles de la dette publique



L'augmentation de la dette publique ne s'est pas accompagnée d'une dynamique de l'investissement.

En guise de conclusion

- ✓ La dette n'est pas un obstacle mais le résultat d'une trajectoire
- ✓ Les politiques fiscales et la baisse de la progressivité (chap 2)
 - Modèle post-keynésien: effet récessif et hausse du ratio de dette
- ✓ L'enjeu de la dépense est fondamental (chap 3)
 - Transferts aux ménages: miroir de la fiscalité
 - DCF et FBCF: effet multiplicateur > 1
- ✓ Des contraintes européennes incompatibles
 - pour baisser le ratio de dette, il faut accepter d'augmenter le ratio de déficit public
- ✓ Vouloir préparer l'avenir:
 - Investir dans les infrastructures
 - Investir dans le capital éducatif et sanitaire
 - Investir dans la transition écologique

On ne peut pas réduire le ratio d'endettement avec des politiques d'austérité.

PARTIEL : 1h30, partie QCM chapitres 1/2/3/4 sur 8 points, peut être les mêmes questions que celles en TD, même type de questions (2 points par chapitre). 12 points Questions rédigées de compréhension ou d'analyse (graphique) (TD+COURS), équations ps d'exercice à résoudre sur la résolution d'un modèle macroéconomique mais peut être une équation qu'il faut commenter (exemple : contrainte budgétaire, effet multiplicateur etc...)